

# Climat : en quête de solutions

---

Synthèse de 17 entretiens avec différentes  
personnalités partageant les analyses du GIEC

Jean Sireyjol

19/04/2017

Sur le climat, on parle beaucoup des problèmes, ou des fausses solutions, mais quelles sont les vraies solutions portées par les personnes qui s'impliquent sur le sujet ?

## Sommaire

I.	POINT DE DEPART DE L'ENQUÊTE .....	4
A.	Le climat, un bien commun indispensable .....	4
B.	Le climat c'est un problème, mais où sont les solutions ? .....	4
C.	Objectif de l'enquête.....	5
D.	Petite synthèse de l'analyse du climat selon TaCa.....	6
II.	PRESENTATION DES ENTRETIENS .....	8
A.	Remerciements .....	8
B.	Rédaction des résumés d'entretien .....	9
III.	SYNTHESE: POURQUOI n'arrive-t-on pas à réduire les émissions de GES ?.....	10
A.	Les énergies fossiles constituent le socle du système de production et de consommation de nos sociétés. ....	10
B.	Aucune solution claire ne s'impose .....	10
C.	L'ignorance ou la sous estimation de la menace par le grand public .....	11
D.	Le déni face à la gravité de la situation .....	11
E.	Faiblesse de la mobilisation citoyenne.....	11
F.	Individus réfractaires au changement.....	11
G.	Autres causes citées : manque d'engagement politique, incohérence des financements .....	12
H.	Autres angles d'analyse.....	12
IV.	SYNTHESE : QUELLE(S) SOLUTION(S) ? .....	14
A.	Agir sur la consommation.....	14
B.	Prix carbone.....	15
C.	Comment faire changer les individus ? .....	15
D.	Réorienter les investissements .....	17
E.	Solution technologique ou sobriété heureuse ? .....	17
V.	DEUX AUTRES CONTRIBUTIONS DANS L'ENQUETE .....	19
A.	Etude Daniel Boy – Ademe enquête annuelle les français et l'effet de serre.....	19
B.	Les solutions de Jean Tirole dans l'ouvrage « Economie du bien commun » .....	19
VI.	CONCLUSION PERSONNELLE .....	21
A.	Sur les réponses à, pourquoi n arrive-t-on pas à réduire les émissions de GES?.....	21
B.	Manque de scénario de solution globale dans les réponses des experts .....	21
C.	Le signal prix Carbone : un scénario qui tient la route mais dont on ne parle pas assez.....	22
VII.	ANNEXE : RESUME DES ENTRETIENS.....	23
1.	Pierre Mora (PM) le 29 août 2016.....	23

2.	Jacques Boulan (JB) le 30 août 2016 .....	24
3.	Eric Lombard (EL) le 2 septembre 2016 .....	26
4.	Chaim Nissim (CN) le 19 septembre 2016.....	28
5.	Dominique Bourg (DB) le 20 septembre 2016 .....	29
6.	Jean Jouzel (JJ) le 24 septembre 2016.....	30
7.	Hervé Kempf (HK) le 10 octobre 2016.....	31
8.	Sylvestre Huet (SH) le 11 octobre 2016.....	32
9.	Romain Porcheron (RP) le 14 octobre 2016 .....	34
10.	Stefan Aykut (SA) le 18 octobre 2016.....	35
11.	Hervé Le Treut (HLT) le 21 octobre 2016 .....	37
12.	Alain Grandjean (AG) le 24 novembre 2016.....	39
13.	Txext Etcheverry (TE) le 24 novembre 2016 .....	41
14.	Laurent Labeyrie (LL) le 12 décembre 2016 .....	43
15.	Christophe Vieren (CV) le 4 janvier 2017 .....	44
16.	Françoise Coutant (FC) le 16 janvier 2017.....	45
17.	Morgane Creach (MC) le 3 mars 2017.....	46

## I. POINT DE DEPART DE L'ENQUÊTE

### A. Le climat, un bien commun indispensable

Je m'intéresse au climat depuis bientôt dix ans et je crois avoir compris quelque chose : il y a un problème ! C'est la lecture du livre « [Le plein s'il vous plait](#) » qui m'avait ouvert les yeux sur la gravité de cette menace il y a une dizaine d'années. Cette découverte, renforcée par de [multiples autres lectures](#) et la découverte de films dont en particulier « Une vérité qui dérange », m'ont incité, avec quelques amis, à créer en 2008 l'association citoyenne TaCa (agir pour le climat).

Le nom de [TaCa](#) met l'individu au centre de l'action pour protéger le climat. TaCa réduire tes émissions de CO2 est la première injonction de l'association, pour l'engagement individuel dans l'action. Mais TaCa veut aussi dire TARif CARbone, avec redistribution, car nous pensons que, sans un signal prix sur le carbone, on ne pourra pas collectivement réduire massivement les émissions de [Gaz à Effet de Serre](#) (GES).

### B. Le climat c'est un problème, mais où sont les solutions ?

Les mauvaises nouvelles sur le climat ne manquent pas. Pratiquement chaque semaine une nouvelle publication scientifique montre que le phénomène s'accélère. Récemment [une étude](#) révélait que la fonte des glaciers dans les Alpes est bien plus rapide que ce qu'on pensait précédemment : problème économique pour les stations de ski, mais aussi problème de sécurité pour les habitants des vallées avec le risque de décrochage brutal de glaciers suspendus en haute altitude sur des pentes très inclinées.

Montée de la mer, multiplication des événements climatiques extrêmes, désertification, les problèmes s'accumulent, mais où sont les solutions ?

On entend parler des négociations pour le climat, de la transition énergétique, mais tout ceci reste bien flou. En fait les 2 solutions concrètes dont on parle le plus sont considérées, à juste titre selon moi, comme des fausses solutions par de très nombreux experts.

Il y a d'abord l'énergie nucléaire qui produit de l'électricité avec peu d'émissions de gaz à effet de serre mais son fonctionnement et la gestion de ses déchets radioactifs comportent de tels risques qu'ils discréditent totalement cette option. Il y a ensuite la géoingénierie qui prétend refroidir l'atmosphère en dispersant des particules dans l'air ou dans les océans pour artificiellement changer les paramètres chimiques et physiques de l'ensemble du globe, en faisant l'impasse sur tous les autres effets d'une telle manipulation sur la seule planète qui est à notre disposition.

Le point de départ de cette enquête est de répondre à la question: pour résoudre le problème du climat, quelles sont les vraies solutions ?

## C. Objectif de l'enquête

L'enquête à mener est un peu particulière. On ne cherche pas un ou des coupables. On cherche une ou des solutions (et des vraies de préférence).

Comprenons-nous bien : l'enquête n'a pas pour but d'établir la réalité du réchauffement climatique ni l'examen de ses causes possibles, qui me paraissent parfaitement établies par les travaux de la communauté scientifique réunie dans le Groupement Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat, le fameux [GIEC](#). Je n'ai donc sollicité que des personnalités partageant les travaux du GIEC, l'objectif étant de recueillir auprès de ces personnalités leur analyse spécifique du problème du climat, en évitant toute influence de la part de l'enquêteur.

Les entretiens ont eu lieu en face à face, par téléphone ou par Skype.

Pour organiser l'entretien, il a été annoncé par mail qu'il y aurait 2 questions principales :

### 1) Pourquoi n'arrive-t-on pas à réduire mondialement les émissions de gaz à effet de serre ?

En effet, entre 1997, date de [la conférence de Kyoto](#) avec son fameux protocole, et 2010, les émissions annuelles de CO2 ont augmenté de 40% (cette précision factuelle était incluse dans le mail de sollicitation de l'entretien).

C'est une question « tour de chauffe » avec l'interlocuteur pour monter en température avant d'aborder le point principal, la question suivante.

### 2) Quelle(s) solution(s) pour y arriver ?

C'est bien sûr la question centrale de l'entretien, volontairement ouverte pour laisser l'interlocuteur libre dans le choix de ses arguments et priorités.

Au cours des entretiens, je me suis permis de relancer l'interlocuteur pour lui faire préciser tel ou tel point de son exposé afin de bien en comprendre la logique. Dans le compte rendu de chaque entretien, présenté au chapitre suivant, j'ai mis ces relances en caractères italiques afin de respecter au maximum l'expression personnelle et initiale de chaque interlocuteur.

Enfin il faut avouer ici que moi, l'enquêteur, je ne suis pas complètement neutre, car je suis porteur d'une solution, le Signal Prix Carbone. Donc en fin d'entretien, et seulement en fin d'entretien, il a pu arriver, à chaque fois que c'était possible, que j'interroge mon interlocuteur sur son opinion sur cette solution.

Cette solution découle de l'analyse du problème que nous avons avec le climat, analyse développée par TaCa sur la base des principes physiques mis en avant par les travaux du GIEC. Le paragraphe suivant présente donc la synthèse selon TaCa de l'analyse du climat. La lecture de cette synthèse avant les entretiens permet au lecteur d'avoir bien en tête les éléments clés du climat, en tout cas selon le point de vue de l'enquêteur.

#### **D. Petite synthèse de l'analyse du climat selon TaCa**

Le réchauffement climatique en cours est étudié par la science de plus en plus intensivement depuis 30 ans avec notamment la création du GIEC (Groupement Intergouvernemental des Etudes du Climat) en 1988.

Le sujet est complexe car il s'agit de la vraie vie et il englobe (c'est le cas de le dire !) une immense variété de facteurs (physiques, chimiques, biologiques, économiques, sociologiques, politiques) sur toute notre planète. Pour autant, les scientifiques unanimement (hors quelques charlatans) montrent que la seule cause du réchauffement climatique actuellement constaté, ce sont nos émissions de gaz à effet de serre !

Certains gaz dans l'atmosphère sont appelés « à effet de serre » car, à cause de leur structure atomique, ils se comportent comme une serre : transparents, ils laissent passer les rayons du soleil qui ainsi réchauffent la surface de la planète, puis comme une serre (ou le pare brise d'une voiture) ils retiennent dans l'atmosphère les radiations de chaleur de la surface de la planète ce qui a pour effet de faire monter la température. Plus de gaz à effet de serre c'est plus d'effet de serre donc c'est plus de réchauffement climatique, tout le monde peut comprendre ce que dit le GIEC à ce sujet.

L'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère est mesurée et constatée d'abord pour le CO<sub>2</sub> (gaz carbonique). Elle provient des combustions des carburants fossiles (Charbon, pétrole, gaz naturel) en augmentation très forte depuis la révolution industrielle. Le CO<sub>2</sub> représente un peu plus de 60% de l'effet de serre supplémentaire. Le reste est principalement causé par l'augmentation de la quantité dans l'atmosphère de 2 autres gaz à effet de serre : le méthane (à cause de la rumination des bovins, des fermentations et aussi des fuites de gaz naturel), et le protoxyde d'azote (à cause de l'utilisation d'engrais chimiques pour l'agriculture).

Pour limiter le réchauffement climatique en dessous de +2°Celsius, le GIEC indique qu'il faut avant 2050 diviser par 2 les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pour nous français, vu que notre niveau d'émission (très lié en fait au niveau de vie) est environ le double de la moyenne mondiale, il s'agit donc de diviser par 4 ces émissions. Cet objectif est bien connu, c'est [la loi Facteur 4](#) votée à l'unanimité par le parlement français en ..... 2005, il y a plus de 10 ans !

Comment va-t-on faire pour diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre de la France ? Par exemple, comment va-t-on faire pour diviser par 4 les émissions des vaches françaises ? Peut-on inventer une vache qui ne rumine pas ? Non, la seule façon de diviser par 4 les émissions des vaches, c'est qu'il y ait 4 fois moins de vaches, et donc qu'on consomme 4 fois moins de vaches, c'est-à-dire 4 fois moins de viande rouge et de produits laitiers.

Autre exemple : comment diviser par 4 les émissions des avions français ? Airbus peut-il inventer un avion qui consommera 4 fois moins de kérosène ? Sauf à croire au Père Noël, c'est non ! La seule façon de diviser par 4 les émissions des avions c'est qu'il y ait 4 fois moins d'avions en vol, c'est-à-dire qu'on prenne 4 fois moins souvent l'avion.

Sur ces 2 exemples, et c'est pareil pour toutes les sources d'émission de gaz à effet de serre, on voit bien que c'est le consommateur qui détient le levier de la gigantesque réduction demandée par la science (et aussi la raison). C'est un profond changement de consommation qu'il s'agit d'organiser. Mais nous, avec notre expérience de consommateur, quel est le critère qui est toujours pris en compte dans notre décision d'achat ? Le critère prix !

Tant qu'il coûtera plus cher de ne pas polluer plutôt que de polluer, globalement on continuera à polluer, comme on le constate actuellement. Pour le vérifier, regardons par exemple aujourd'hui le formidable développement des compagnies aériennes low cost, [pourtant 50 fois plus polluantes pour le climat au km passager que le train](#). Donc si on veut réduire drastiquement la consommation de produits et services polluants pour notre climat, il faut mettre un prix carbone sur cette pollution représentée par le CO2 et tous les autres gaz à effet de serre.

Dernière question : comment faire pour que cette augmentation de prix soit supportable pour les plus pauvres ? L'analyse de TaCa c'est que toutes ces recettes carbone sont récoltées au nom de la Nature. Considérant que chaque être humain a droit à la même part de la Nature, TaCa propose que toutes les recettes du prix carbone soient redistribuées également pour chaque être humain, que chacun ait la même part ! C'est cela la justice climatique.

Ce système est juste et, de plus, il est efficace car chacun recevant le coût de la pollution moyenne, seuls paieront finalement ceux qui polluent plus que la moyenne, les plus riches d'entre nous. Ainsi ce signal prix carbone, favorisant les plus pauvres, pourra augmenter progressivement pour rendre de plus en plus coûteux les produits et services pleins de carbone dont il s'agit de réduire drastiquement la consommation.

Il est clair qu'une des motivations de cette enquête, et probablement la motivation principale, c'est de comprendre pourquoi cette analyse qui me paraît parfaitement évidente est si peu partagée, en particulier par les experts et les médias.

## II. PRESENTATION DES ENTRETIENS

### A. Remerciements

Cette enquête n'a pu se mener que grâce à la disponibilité des interlocuteurs que j'ai pu rencontrer et qui ont accepté de consacrer une part de leur temps à ce projet.

Je tiens à remercier personnellement tous les experts qui ont accepté de participer à cette enquête :

- Françoise Coutant, vice présidente de la Région Nouvelle Aquitaine, chargée du climat et de la transition énergétique
- Morgane Creach directrice du Réseau Action Climat (auquel TaCa est adhérent)
- Le philosophe Dominique Bourg que j'avais écouté précédemment à Bordeaux et aux Assises Chrétiennes de l'Ecologie à St Etienne en 2015.
- Les scientifiques Jean Jouzel et Hervé Le Treut qui ont chacun accepté de réserver 1h pour cet entretien dans leur emploi du temps très chargé.
- L'économiste Alain Grandjean co auteur du livre « Le Plein s'il vous plait », à l'origine de mon engagement sur le climat
- Les journalistes Sylvestre Huet et Hervé Kempf en contact régulier avec TaCa autour de l'actualité du climat et de la mobilisation citoyenne.
- L'expert Stefan Aykut, coauteur de l'ouvrage de référence « Diriger le climat » qui a accepté de participer à l'entretien sans connaissance mutuelle préalable.

Je remercie aussi Daniel Boy de Sciences Po Paris pour sa disponibilité pour me commenter le contenu de l'étude CEVIPOF qu'il réalise annuellement pour l'Ademe « les français et l'effet de serre », étude qui m'avait été conseillée par Hervé Le Treut lors de notre entretien.

Je remercie aussi tous les activistes que j'ai sollicités :

- Chaim Nissim fondateur de l'association suisse NOE21 en relation avec TaCa depuis 2008 grâce à leur superbe court métrage d'animation sur le climat.
- Ttext Etcheverry, fondateur de Bizi avec qui TaCa est en contact depuis 2008
- Laurent Labeyrie co fondateur de Climaction Bretagne Sud et expert en submersion marine
- Romain Porcheron, cheville ouvrière du village des alternatives en Gironde en 2014, membre actif des Amis de la Terre et d'Alternatiba.
- Christophe Vieren découvert grâce à son blog environnemental interrogeant l'intérêt d'une taxe carbone
- Et enfin, last but not least, 3 activistes de TaCa, Jacques Boulan, Eric Lombard et Pierre Mora.

## **B. Rédaction des résumés d'entretien**

Les résumés ont été rédigés rapidement suivant l'entretien (généralement dans les 24 heures), à partir de ma prise de notes. Chaque résumé a été envoyé à l'interlocuteur pour validation, et les éventuelles modifications toutes prises en compte.

Des modifications de forme ont ensuite été effectuées pour respecter une certaine homogénéité de rédaction de l'ensemble des entretiens.

L'enregistrement sonore de chaque entretien est disponible pour toute précision ultérieure.

Après la question sur les solutions, il peut y avoir une question « Que faire ? » afin de présenter des solutions à plus court terme, comme étapes intermédiaires avant la solution cible précédemment décrite.

Les caractères en italique concernent des relances effectuées par l'enquêteur, afin de bien mettre en valeur ce qui relève de l'expression initiale de l'interlocuteur en évitant autant que possible toute influence de la part de l'enquêteur, sincèrement en quête de solutions qu'il ne connaîtrait pas déjà.

Ces entretiens sont présentés dans l'ordre chronologique de leur réalisation. Ils constituent la matière principale de cette enquête et devaient figurer au cœur de ce rapport. Cependant la présentation des 17 entretiens à la suite apparaissant répétitive, j'ai finalement choisi de les placer à la fin du document, espérant ainsi faciliter la lecture de l'ensemble du document.

Chacun de ces entretiens mérite d'être lu, d'abord pour la sincérité de l'engagement de chacune des personnalités rencontrées (experts et activistes), et ensuite pour la sincérité du point de vue exprimé que j'ai essayée de retranscrire le plus correctement possible.

### III. SYNTHÈSE: POURQUOI n'arrive-t-on pas à réduire les émissions de GES ?

Il est possible que cet exercice de synthèse soit un peu artificiel car cette question était posée comme entrée en matière, pas comme objet central de l'enquête. Par ailleurs les interlocuteurs ont souvent énoncé plusieurs causes et peuvent ainsi se retrouver cités plusieurs fois.

Les typologies de réponses sont présentées ici en commençant par celles les plus souvent citées.

#### **A. Les énergies fossiles constituent le socle du système de production et de consommation de nos sociétés.**

Cette raison s'appuie sur le lien factuel et physique entre notre croissance, notre progrès et l'utilisation massive des énergies fossiles (80% des énergies utilisées). C'est le point explicitement mis en avant par l'économiste (Grandjean), un journaliste (Huet), un scientifique (Jouzel, très précis sur les chiffres des réductions à effectuer) un autre scientifique (LeTreut qui souligne que l'effort concerne tous les pays pas seulement les pays riches) et un activiste (Vieren).

Cette analyse est cependant implicitement partagée par l'ensemble des interlocuteurs rencontrés qui ont eu envie d'élaborer une réponse allant au-delà de « c'est difficile de réduire ce qui est au cœur de tout notre développement ».

#### **B. Aucune solution claire ne s'impose**

Ce point, qui d'une certaine façon est une prolongation de la raison 1, est explicitement mis en avant par LeTreut (pas d'unanimité sur les solutions entre les ONG). De plus, comme Jouzel, il souligne que les hypothèses du GIEC d'émissions négatives de GES en 2100 restent purement théoriques (pour en savoir plus, [sur ce lien](#) voir tableau du GIEC du 1er décembre 2014).

Cette absence de solution claire est aussi soulignée par l'économiste Grandjean et l'activiste Vieren (car l'énergie nucléaire n'est pas une solution valable de remplacement des carburants fossiles).

Cette absence de solution claire est implicitement partagée par toutes les personnes rencontrées et bien entendu par les 2 personnes (les activistes Porcheron et Vieren) qui ont considéré qu'ils ne connaissaient pas de solution à proposer en réponse à la question 2.

Concernant l'outillage technologique d'une telle solution, les entretiens montrent que ceux qui fondent le plus d'espoir dans le progrès technique sont le journaliste Huet, l'expert Jouzel et l'activiste (expert) Labeyrie.

### **C. L'ignorance ou la sous estimation de la menace par le grand public**

Pour Kempf, la cause en serait l'ignorance du public, entretenue par l'oligarchie avec le soutien des cadres dirigeants, analyse partagée par la plupart des activistes, sauf ceux pour qui c'est le déni qui prime sur l'ignorance..

En liaison avec ce point, le journaliste Huet et l'expert LeTreut soulignent chacun de leur côté que lutter contre les gaspillages ne sera absolument pas suffisant pour atteindre les objectifs de réduction d'émission de CO2.

### **D. Le déni face à la gravité de la situation**

Ce point est partagé par un activiste (Boulan, refus de regarder la réalité en face) un expert (LeTreut, forme de déni collectif) et un autre activiste (Porcheron, cloisonnement des idées pour éviter d'être remis en cause dans son comportement individuel). Le déni ici est une volonté d'ignorance, ce qui est très différent de l'ignorance. Je suis surpris que ce point ne soit pas plus partagé.

### **E. Faiblesse de la mobilisation citoyenne**

Ce point est mis en avant par tous les activistes, soit explicitement, soit implicitement. Cette faiblesse de mobilisation aggrave le problème car il n'y a pas assez de pression sur les politiques pour qu'ils cherchent de réelles solutions (Lombard, mais aussi l'expert LeTreut qui indique qu'on ne peut pas rejeter la faute sur les politiques si la pression de l'opinion publique est trop faible).

Cette faiblesse de mobilisation est aussi une conséquence des causes précédemment citées. A noter 3 explications originales de ce manque de mobilisation :

Le philosophe (Bourg) souligne le caractère encore abstrait de la menace (partagé par l'économiste), le caractère collectif qui rend l'implication personnelle dérisoire, la croyance que la science va bien nous trouver une solution et le discours économique rassurant (situation sous contrôle).

Mora voit 3 causes, le désenchantement du monde (on ne croit plus à grand-chose), le New Age (centré sur l'individu, la méditation, le ici et maintenant) et la pression de l'économie pour le court terme.

Nissim considère que la décision de réduction des émissions de GES est le résultat d'un raisonnement, et non d'une émotion. Or, ce qui pourra nous mettre collectivement en mouvement c'est une émotion commune (cerveau limbique), et pour l'instant on n'y est pas arrivé.

### **F. Individus réfractaires au changement**

C'est l'argument avancé explicitement par Labeyrie et Etcheverry et implicitement par Lombard, Mora, Nissim et Porcheron. C'est un point de vue largement partagé par les activistes et, de fait, laissé de côté par les experts. Considèrent ils que c'est trop trivial ? Ou que l'individu n'est pas l'acteur principal du problème, on revient sur ce dernier point un peu plus loin.

## **G. Autres causes citées : manque d'engagement politique, incohérence des financements**

L'élue (Coutant) met en avant le manque de volonté politique sur le sujet, et l'illustre très concrètement par la non publication d'un rapport du conseil régional sur les risques courus par le littoral de Poitou-Charentes, pour ne pas effrayer les électeurs.

Un expert (Aykut) critique l'approche des négociations qui seraient restées de pure forme en ne parlant que des objectifs CO2 à atteindre et en prenant bien garde de ne pas interférer avec la réalité économique (pour éviter les sujets qui fâchent comme la limitation des activités de recherche pétrolière).

Un expert, Jouzel, souligne la lourde responsabilité historique des USA qui ont refusé de s'engager sur le protocole de Kyoto, une grosse perte de temps. Jouzel indique aussi l'impact des avancées technologiques dans la fracturation pour mettre à disposition d'importantes ressources de gaz et de pétrole de schiste. On aurait mieux fait d'investir dans les technologies d'efficacité énergétique.

## **H. Autres angles d'analyse**

### *Rôle des individus*

Qui parle explicitement du rôle des individus dans les raisons du problème? Tous les activistes (les individus sont leur cible « commerciale » naturelle), plus le philosophe (« jouer sur la consommation »), l'experte du RAC (« renoncer à la surconsommation ») et l'économiste (rôle central du consommateur). Ce rôle est abordé implicitement par les 2 scientifiques (Jouzel et LeTreut) et les 2 journalistes à cause du lien mode de vie - émission de GES et du lien électeur – gouvernement.

L'expert Aykut a un positionnement singulier en étudiant uniquement le rôle des états et des entreprises dans la question posée, peut être pour se limiter à son domaine d'expertise. Ce qui est très paradoxal dans son témoignage, c'est que Aykut cite son comportement personnel de choix du mode de transport selon le prix du train ou de l'avion pour illustrer le type de changement de structure qu'il propose.

### *Le problème du passager clandestin*

Le problème du passager clandestin (appelé aussi « [tragédie des communs](#) ») apparaît quand un bien commun (ici le climat) est à disposition d'une multitude d'utilisateurs qui ne sont prêts à se restreindre que s'ils sont sûrs que les autres le font aussi et qu'il n'y aura pas de passager clandestin bénéficiant de l'amélioration globale sans faire le moindre effort.

Kempf l'explique clairement en affirmant que les classes moyennes n'accepteront de réduire leurs émissions de CO2 que si elles sont sûres que tout le monde participe à l'effort, de même que Coutant trouve difficile de passer aux transports en commun si les autres continuent à utiliser leur voiture.

Implicitement cet aspect est approché par l'experte du RAC (c'est un problème diffus), l'économiste (chaque individu se considère comme un petit contributeur), le philosophe (c'est un problème collectif), ainsi que par tous les activistes (car ils se préoccupent des comportements individuels).

Cependant alors que le climat est l'exemple emblématique d'un bien commun mondial, c'est une surprise que cette caractéristique de la tragédie des biens communs ne soit pas plus explicitement identifiée par les experts et les activistes à ce stade de l'entretien.

*Est-il contre-productif de parler de catastrophe à venir ?*

C'est la question posée par Boulan, qui y apporte une réponse négative. Implicitement Bourg (situation sous contrôle selon les économistes) évoque ce sujet.

Sur ce sujet, à noter aussi Porcheron qui refuse l'argument « il faudrait une catastrophe pour nous ouvrir les yeux » en citant Fukushima qui n'a pas entraîné de rejet massif de l'énergie nucléaire.

## IV. SYNTHÈSE : QUELLE(S) SOLUTION(S) ?

Ce qui était initialement recherché dans cette enquête c'est un scénario global de solutions, au niveau mondial, pour atteindre les niveaux de réduction d'émissions validés par les négociateurs du climat. Cette recherche de scénario global peut paraître trop ambitieuse, voire utopique face à un problème d'une telle ampleur. C'est peut-être une des raisons des non réponses de plusieurs experts sollicités pour cette enquête.

Le terme solution est très général. Ceci présente l'avantage de laisser chaque interlocuteur libre d'exposer ce qu'il pense globalement intéressant en réponse à cette question. Je propose de rester dans cet environnement flou, où le terme solution s'applique pour des solutions globales ou seulement partielles, et même aussi pour des actions à entreprendre (actions préalables à la mise en œuvre de solutions).

J'ai finalement choisi de commencer par « agir sur la consommation », puis par « prix carbone » puis les autres solutions pour faire changer l'individu et terminer par les solutions ciblant la decarbonation de l'outil de production. Cet ordre de présentation me semble donner un reflet juste de ce que j'ai recueilli lors de ces entretiens.

### A. Agir sur la consommation

C'est la priorité énoncée explicitement par le philosophe Bourg (jouer sur la consommation) et le journaliste Kempf (réduire fortement la consommation matérielle). Le rôle central de la consommation est aussi souligné par l'activiste Boulan (des mesures contraignantes), et implicitement par tous les activistes en faveur d'un prix carbone (Labeyrie, Lombard, Mora, Nissim, Etcheverry et Vieren) à cause de l'incitation du signal prix pour pénaliser la consommation des produits et services contenant beaucoup de carbone.

A ce groupe de 9 personnes identifiant prioritairement la consommation, on peut ajouter 2 experts retenant cette cible en seconde priorité :

\*Morgane Creach (experte du RAC) citant le changement du comportement des consommateurs comme une des mesures importante du plan du RAC.

\* L'économiste Grandjean citant dans un second temps la consommation comme élément de solution à la réduction des émissions. Seulement en second temps car Grandjean pense que les esprits ne sont pas encore mûrs et qu'il faut cibler en priorité la Finance (pour réorienter les investissements des énergies fossiles vers les solutions bas carbone)

Bourg décrit une solution très claire, chaque être humain a droit à la même quantité d'émission de GES donc il propose la mise en place d'une carte de crédit carbone individuel avec possibilité d'échange de crédits non consommés. Cette idée est aussi signalée par Boulan. Cette solution, ainsi que le prix carbone, est une réponse au problème du passager clandestin, même si ce problème n'avait pas été explicitement identifié en réponse à la question initiale.

## **B. Prix carbone**

Les termes prix carbone, taxe carbone, fiscalité écologique sont regroupés ici sous l'appellation prix carbone.

Cette appellation est spontanément citée par l'économiste Grandjean (un prix sur le carbone, évidemment !), l'experte du RAC (fiscalité carbone), le philosophe Bourg (taxation du carbone) et tous les activistes (sauf Porcheron).

Il y a le cas particulier de LeTreut qui souligne que la solution à élaborer doit prendre en compte « l'argent ». Cette formulation apparemment imprécise est cependant extrêmement significative, car pour cet expert, il y a 2 points clé dans la solution : l'opinion publique et l'argent.

Parmi les experts qui n'ont pas cité ce terme spontanément, Jouzel répond prix carbone quand je lui demande comment il compte réorienter les investissements vers les ENR. Dans un second temps, le journaliste Kempf indique qu'il considère le signal prix comme une solution pertinente et de même pour le journaliste Huet.

L'élue Coutant ainsi que l'activiste Porcheron se sont montrés intéressés par l'exposé du signal prix carbone.

L'expert Aykut considère qu'un signal prix carbone pourrait être une solution efficace pour certaines réductions, mais pas pour toutes. Sa réserve est un peu paradoxale car lors de l'entretien il explique la permanence de deux comportements polluants (un exemple pour l'individu, l'autre pour l'entreprise) par le fait que le comportement polluant est choisi car moins cher que le comportement vertueux.

Comme pour la caractéristique passager clandestin (mais à un degré un peu moindre) on peut remarquer un décalage entre une idée implicitement partagée (l'argent a un rôle central dans le problème du climat) et l'insuffisance de la mise en avant de son rôle dans les solutions proposées.

Les activistes (ceux que j'ai rencontrés !) qui pratiquement unanimement citent le prix carbone comme élément de solution, citent aussi sa principale difficulté d'acceptabilité : comment rendre désirable une taxe carbone ?

Cette question pour l'instant reste sans réponse.

## **C. Comment faire changer les individus ?**

*Pédagogie, conscientisation et mobilisation publique*

La nécessité de la conscientisation est indiquée de façon très nette par 4 interlocuteurs. Pour l'activiste Boulan c'est une priorité absolue, idem pour l'expert LeTreut (atteindre une conscience partagée) et un élément essentiel pour l'activiste Lombard (développer la conscience individuelle sur l'urgence d'agir) et aussi pour l'activiste Etcheverry (développer la pédagogie des catastrophes).

Sur ce dernier point on pourrait objecter la remarque de l'activiste Porcheron, solidement étayée par l'exemple de Fukushima, sur notre capacité de déni devant la catastrophe.

Je pense que pour ces 4 personnes il s'agit plus de l'affirmation de la nécessité d'un réveil moral sur le sujet du climat (l'encyclique du pape, citée par Etcheverry peut en être l'illustration) que de solutions concrètes pour atteindre cette conscientisation.

De plus, il est troublant de constater que les 2 interlocuteurs les plus éloquents sur ce besoin de conscientisation (Boulan et LeTreut) sont aussi ceux qui dénoncent le déni actuel face au réchauffement climatique. En effet, la pédagogie ne semble pas être l'outil le plus efficace pour convaincre ceux qui ne veulent pas savoir.

La mobilisation publique n'est explicitement citée comme élément essentiel de solution que par l'expert LeTreut et l'activiste Etcheverry. En fait elle est implicitement souhaitée par tous les activistes qui soulignent son insuffisance actuelle mais il est inattendu que ce soit un expert scientifique qui la pointe comme essentielle dans la solution recherchée.

Il est vrai aussi que la mobilisation publique, en ajoutant la dimension collective, apporte des réponses aux obstacles au changement de comportement individuel. En particulier, voir des amis, ou une foule, s'impliquer publiquement dans l'action pour le climat est probablement un message efficace pour remettre en cause une attitude individuelle de déni ou simplement de retrait.

#### *Volontarisme politique*

L'élue Coutant considère comme cause première de notre échec l'absence de volontarisme politique. C'est donc ce qu'elle mettrait en priorité absolue au service d'une solution globale (le Signal Prix Carbone lui paraît très intéressant).

Ce volontarisme politique est clairement demandé par l'activiste Etcheverry (« de même qu'on n'a pas le droit de voler des petites vieilles, on n'a pas le droit de défoncer le climat ») et aussi l'activiste Labeyrie (« des solutions concrètes et locales »).

Dans cette catégorie on peut mettre toutes les propositions de réglementation restrictive sur le carbone avancées par les activistes Boulan (par exemple réduire les vitesses autorisées sur route) et Lombard.

Ce volontarisme politique ne s'applique pas qu'au changement des comportements des individus. Il peut également toucher les entreprises : dans la solution décrite par l'expert Aykut en demandant une réglementation restrictive des entreprises d'extraction de carburants fossiles et une clause juridique de défense du climat sur les accords de l'OMC.

#### *Créer un désir de changement*

Cette idée, qui n'est avancée que par les activistes est plus une recherche à concrétiser qu'un catalogue de solutions prêtes à l'emploi.

Elle est citée par Labeyrie (donner envie de changer) et Porcheron (besoin de proposer un futur enviable). Etcheverry considère que la recherche de sens peut aider pour créer ce désir de changement.

Mora cite le succès du label Gueules Cassées pour promouvoir des fruits et légumes un peu cabossés et précédemment non vendus. En revanche il reste pour l'instant sans réponse à la question qu'il se pose : comment créer le désir de la taxe carbone ?

Pour Nissim, le nœud du problème, c'est justement d'apporter la réponse à cette question.

### *S'attaquer aux inégalités*

Cette proposition est clairement mise en avant par les 2 journalistes de notre panel, (Huet et Kempf) dans le cadre d'analyses indépendantes assez proches. Tous deux estiment que la réduction massive des inégalités sur Terre constitue un préalable à toute action contre le réchauffement climatique

Huet schématise le problème mondial : il considère que les plus riches (1,5 Milliard d'humains) doivent réduire leur consommation au niveau de la moyenne mondiale pour permettre aux plus pauvres (1,5 M humains) d'atteindre cette moyenne. Pour lui cette réduction de la consommation passe par une réduction (voire suppression) radicale des inégalités.

Kempf souligne que les émissions de GES sont directement liées au niveau de vie (via le niveau de revenu, voir études de Piketty et autres, [lien ici en date du 4 novembre 2015](#)). Pour embarquer les classes moyennes (et les plus pauvres) dans l'effort de réduction des émissions, il faut que tout le monde participe, et pour cette raison Kempf donne la priorité à la réduction des inégalités.

Formellement j'ai ensuite interrogé ces 2 interlocuteurs sur le fait que réduire les inégalités est un objectif encore plus ambitieux que réduire les émissions de GES : j'ai l'impression qu'ils reconnaissent cette difficulté.

### **D. Réorienter les investissements**

La proposition prioritaire énoncée par l'économiste Grandjean de réorienter la Finance, est en quelque sorte partagée par les experts Jouzel, Aykut et Creach quand ils se prononcent pour les investissements vers les ENR et les solutions bas carbone, et également par le journaliste Huet et l'activiste Labeyrie.

Sans schématiser une opposition de cible, jouer sur l'offre ou la demande, (car par exemple dans cette liste Creach, Grandjean et Labeyrie proposent aussi d'agir vers le consommateur), il est significatif qu'aucun activiste, sauf Labeyrie, n'attende de solution majeure du côté de l'évolution de l'offre vers des produits à faible empreinte carbone.

Huet qui a une perception très technique du sujet général considère que la part infrastructures, et donc des importants investissements à mobiliser pour mettre en place ces nouvelles infrastructures, est très significative pour arriver à atteindre le niveau de réduction nécessaire (plus de la moitié du chemin à accomplir le serait par la technologie).

### **E. Solution technologique ou sobriété heureuse ?**

Cet axe d'analyse irait d'un côté de la proposition « la science va bien nous trouver une solution » à l'autre côté « on peut se contenter d'amour et d'eau fraîche » et revenir à un mode de vie très simple, la sobriété heureuse.

Les solutions décrites dans les entretiens peuvent se ranger dans 3 catégories :

- Ceux qui considèrent qu'il faut prioritairement investir dans la technologie
- Ceux qui parlent des 2 aspects (technologie et sobriété)
- Ceux du côté de la sobriété heureuse

*Ceux qui considèrent qu'il faut investir dans la technologie*

Ils sont 2, le glaciologue Jouzel et le journaliste scientifique Huet.

Jouzel regrette le manque d'investissement passé dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Pour lui la priorité c'est de transférer les investissements actuels des énergies fossiles vers les énergies renouvelables (et l'efficacité énergétique).

Huet souligne l'urgence d'orienter les choix d'infrastructure des pays en développement vers les solutions bas carbone. Il estime que l'amélioration de l'efficacité énergétique doit être multipliée par 2 pour assurer l'essentiel des réductions d'émissions de gaz à effet de serre.

*Ceux qui parlent des 2 aspects*

L'économiste Grandjean, parce qu'il veut réorienter la Finance vers les solutions bas carbone, pourrait être positionné du côté de la technologie. Cependant il réaffirme aussi, lors de l'entretien, le rôle déterminant du consommateur pour orienter l'économie, ce qui montre qu'il attache autant d'importance à ces 2 façons d'aborder le problème

L'activiste Labeyrie considère aussi que le progrès technologique peut fortement contribuer à diminuer les émissions. Dans un scénario de type Négawatt, il estime que 100% de l'effort à mener se répartirait entre les ENR à 40%, le progrès technique à 40% et par la sobriété à 20%.

L'experte du RAC Creach cite explicitement des actions du côté des solutions technologiques (développement des ENR, isolation des bâtiments, ...) et le changement de comportement du consommateur, ce qui justifie cette position médiane.

L'élue Coutant cite aussi ses actions concrètes vers les entreprises, mais soutient la proposition du signal prix carbone. .

Il y a enfin le sociologue Aykut qui ne cite que des propositions pour les entreprises et les états, mais sans parler explicitement de progrès technique. Comme ses propositions de solution ne parlent jamais du rôle de l'individu et donc du changement de comportement, s'il n'y avait que 2 catégories, Aykut se retrouverait avec ceux qui croient dans la technologie.

*Ceux du côté de la sobriété heureuse*

Les 3 experts (Bourg, Le Treut, Kempf) se retrouvent dans cette catégorie pour n'avoir pas cité le progrès technique comme piste significative de solution au réchauffement climatique. C'est le cas aussi de tous les activistes, sauf Leymarie (qui est un ancien expert !).

## V. DEUX AUTRES CONTRIBUTIONS DANS L'ENQUETE

### A. Etude Daniel Boy – Ademe enquête annuelle les français et l'effet de serre

[Cette étude en date d'octobre 2015](#) a été citée par l'expert LeTreut et elle me semble apporter des informations très intéressantes pour compléter cette enquête.

En voici selon moi les points clés:

59% des français font le lien entre événements météo et réchauffement climatique (malgré la prudence des scientifiques toujours enclins à répéter qu'un événement exceptionnel est difficilement attribuable à une tendance de fond)

75% font le lien avec les activités humaines

58% sont prêts à modifier de façon importante leur mode de vie (tableau15)

Le tableau 17 montre une grande lucidité sur les conditions de réussite du changement (il faut que ça soit collectif et juste, ce qui vise à répondre selon moi au problème du passager clandestin qui apparaît ainsi pour les français comme l'obstacle no1 au changement)

Le tableau 19 confirme qu'on est prêt à faire des changements difficiles

Et enfin (tableau 27) les français identifient les individus et les états comme acteurs clés, bien loin devant les entreprises.

Cette étude confirme pour moi que les français ont bien compris que c'est à **eux** de changer, **c'est là que réside le cœur du problème de la réduction des émissions**, et il faut que tout le monde le fasse sinon on voit partout des passagers clandestins ce qui justifie l'attentisme général, comme on le constate actuellement.

### B. Les solutions de Jean Tirole dans l'ouvrage « Economie du bien commun »

Je ne suis pas arrivé à obtenir un entretien avec l'économiste Jean Tirole (il n'est pas le seul à ne pas avoir donné suite à ma sollicitation), mais j'ai trouvé le temps de lire dans son livre (publié en 2016 après la COP21) ce qu'il propose sur le climat.

Tout d'abord le climat est le 1er domaine d'application concrète qu'il traite dans son livre (avant le chômage, l'Europe, ...), ce qui confirme l'importance qu'il accorde au sujet.

Pour lui le point clé c'est la mise en place d'un prix carbone, logiquement mondial car une tonne de CO2 a le même effet qu'elle soit émise depuis n'importe quel point du globe.

Il juge l'avancée de l'accord de Paris autour des INDC (engagements volontaires d'atténuation des pays) comme très modeste ([voir graphique GIEC en date du 24 septembre 2016](#)), un peu comme si on cherchait de nouvelles recettes pour le budget de l'état en demandant aux contribuables de fixer volontairement le montant de l'impôt qu'ils seraient prêts à payer en plus. Pour lui, le problème du passager clandestin est central pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Il propose de relancer les négociations sur un groupe de 5 puissances (Chine, Inde, Russie, Europe, USA) bien représentatif de la variété des situations nationales, ce qui permettra un cadre de négociation à 5 beaucoup plus efficace.

Dans ses précédentes publications il écartait catégoriquement l'idée de redistribution égale des recettes du prix carbone sur l'analyse que le fait que chaque être humain ait droit à la même part est moralement louable mais politiquement inacceptable pour les pays riches. Dans cet ouvrage, Tirole ne répète pas ce jugement et donc, implicitement selon moi, laisse à la négociation le soin de déterminer l'usage des recettes du prix carbone.

Pour justifier que le prix carbone ne s'occupe que du climat, et pas d'autres problèmes comme les inégalités par exemple, Tirole indique de façon un peu cinglante, dans un parallèle avec le problème du tabac, que ce n'est pas parce que les pauvres fumeraient plus que la moyenne qu'il faudrait par souci d'équité sociale enlever les taxes sur le tabac.

## VI. CONCLUSION PERSONNELLE

### A. Sur les réponses à, pourquoi n arrive-t-on pas à réduire les émissions de GES?

Les entretiens confirment bien le postulat de départ à savoir que toutes les personnes rencontrées partagent l'analyse du GIEC sur la gravité de la situation et l'absolue nécessité de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre (GES).

Après relecture de ces entretiens, Je pense finalement que la raison principale qui nous empêche collectivement de progresser c'est celle concernant l'absence de solution claire en vue.

Les réponses à la question sur les solutions, confirment clairement la réalité de cette absence. Ce qui est particulièrement inquiétant c'est que cette absence, au lieu d'appeler des propositions de solutions concurrentes pour remplir ce vide, semble ne générer que du déni de ce sujet, le laissant en jachère.

Ce constat me rappelle ce qui s'est passé entre les associations et les citoyens impliqués dans la création de la Coalition Climat 21 en 2014-2015 en préparation de la COP21 de Paris. Pour favoriser la mise ensemble de mouvements très différents (ONG environnementales ou de solidarité, associations diverses, mouvements syndicaux, mouvements religieux, citoyens engagés), et pour éviter de discuter de sujets qui risqueraient de fâcher, il a été dès le début exclu d'essayer de définir des plateformes communes de propositions. La Coalition demandait un accord juste et exigeant pour le climat, mais ne proposait rien de concret pour son contenu. En dehors de l'excellente coordination de toutes les actions et manifestations pendant la tenue de la COP21, la seule proposition commune de la Coalition a porté sur l'importance de l'engagement individuel pour le climat avec ce slogan : « si je ne m'engage pas, qui le fera à ma place ? » Même ce slogan consensuel ([et particulièrement bien mis en image](#)) a été laissé de côté par certaines organisations de la Coalition qui probablement ne le trouvaient pas assez politique et préféraient de fait le slogan « Changeons le système, pas le climat ».

### B. Manque de scénario de solution globale dans les réponses des experts

Dans une approche classique de l'organisation de notre société, il paraîtrait normal d'attendre des experts un certain nombre de solutions pour résoudre le problème qui leur a été confié. Dans le cadre du climat, et sur la foi de ces entretiens, on peut constater qu'il y a peu de solutions globales mises en avant sur la table des négociations.

Seul le philosophe Bourg (avec la priorité de l'action sur la consommation et, à terme, la mise en place d'une carte de crédit carbone) et l'experte Creach (avec le plan d'action du RAC) proposent un récit d'une solution globale concrète. L'apport de l'ouvrage de Tirole est de décrire aussi les principes d'une solution globale (un prix carbone mondial à négocier initialement entre les 5 puissances majeures).

Ce point est une surprise pour moi. Pourquoi les experts sont ils en manque de réponse ?

Parce qu'ils jugeraient ce questionnement naïf ?

Devant la complexité et la globalité du problème climatique, il paraîtrait scientifiquement hasardeux et vain d'élaborer un plan global qu'il s'agirait ensuite de négocier entre les pays ? Contentons nous de fixer l'objectif (division par 2 des émissions mondiales) et négocions ! Cet empirisme se retrouve dans l'entretien avec l'experte Creach du RAC : à quoi sert d'essayer d'améliorer les engagements des pays (notoirement insuffisants) si on ne sait pas comment faire pour réduire les émissions ? Donc priorité à l'expérimentation concrète des politiques de réduction.

Je trouve que cet empirisme est un refus de regarder la réalité en face, une forme de déni de l'impasse dans laquelle nous sommes. Ce n'est pas en tâtonnant qu'on va arriver à trouver une sortie à ce labyrinthe, nous avons besoin d'analyses globales et de scénarios de solution pour organiser la transition collective vers un monde avec beaucoup moins de carbone.

### **C. Le signal prix Carbone : un scénario qui tient la route mais dont on ne parle pas assez**

L'utilité d'un prix carbone est partagée par pratiquement tous les interlocuteurs. C'est un premier point.

Quelques experts pensent que la priorité c'est de changer le système de production, mais un certain nombre d'experts et la grande majorité des activistes, a bien identifié (comme le grand public, voir étude ADEME citée) que l'acteur principal des réductions c'est le consommateur.

Le Signal Prix Carbone est un scénario de solution globale très consistant mais complètement absent des débats dans les médias autour du climat. La plupart des candidats à l'élection présidentielle citent le climat, car ils ont bien compris que ce sujet fait partie des préoccupations du grand public, mais ils n'osent pas désigner le consommateur comme acteur central du problème et donc de la solution.

C'est vraisemblablement par peur de faire peur (voir entretien avec l'élue Coutant) à leurs électeurs potentiels que les grands partis politiques laissent ce sujet de côté.

Il s'agirait de comprendre comment faire pour changer cette situation, faire que le climat soit un enjeu politique comme l'emploi ou la solidarité.

Sur le climat, il faut oser parler de ce qui peut faire peur, de ce qui peut fâcher, il n'y a pas de solution simple pour la profonde remise en cause nécessaire.

Mon souhait le plus cher serait que cette enquête, qui s'est transformée en quête de solutions, aide à ouvrir ce débat, absolument essentiel.

## VII. ANNEXE : RESUME DES ENTRETIENS

### 1. Pierre Mora (PM) le 29 août 2016

Lieu : chez moi

Horaire 19h-20h

Mini-Bio : Pierre Mora (60 ans) est un ami membre fondateur de TaCa. Il est aussi professeur de Marketing à Kedge Bordeaux, avec une spécialité dans le domaine du vin.

#### **Pourquoi on n'y arrive pas ?**

3 raisons : le désenchantement du monde (après la Shoah et la fin des idéologies), le New Age (méditation tournée vers ici et maintenant, priorité sur l'individu), l'économie qui favorise énormément le court terme et pas le long terme.

Le passage à l'acte de dé consommation ne concerne que 10-15% des gens. Les gens ne sont pas prêts pour passer à l'acte.

Des riches peuvent (et vont) montrer l'exemple (le marché du luxe et du durable ont beaucoup de points communs)

#### **Quelle(s) solutions(s) ?**

Solution 1 : le prix carbone, ça calme.

Arithmétiquement c'est une solution mais politiquement ce n'est pas facile à mettre en œuvre. Il y a le manque de courage des politiques face à l'opposition du peuple et des lobbys contre un prix carbone significatif, alors que c'est une solution évidente. A noter la force des lobbys qui ont empêché la taxe sur les transactions financières pourtant indolore.

Solution 2 : un régime autoritaire qui décide de mettre en place le prix carbone contre l'opinion démocratique

Solution 3 (la préférée) : donner le désir de s'affranchir du carbone.

Succès relatif du [film Demain](#) qui donne la pêche même à des personnes éloignées des préoccupations écologiques.

Paix, abondance, liberté, 3 piliers du monde occidental qui nous disent « ne nous emmerdez pas avec vos contraintes », ce qui nous fait bouger c'est le Désir, pas le Devoir.

Emergence du business durable, [Gueules cassées](#) (fruits et légumes non standards), [la banque éthique Nef](#), [Enercoop](#) (en réaction à l'inquiétude suite à la catastrophe de Fukushima), qui donnent envie de changer.

Il paraît cependant difficile de créer du désir pour un prix sur le carbone.

#### **Comment faire ?**

Nicolas Hulot avait l'air sérieux, pourquoi a-t-il renoncé ?

Il faut insister sur la formation des jeunes (mais reconnaît que ça risque d'être trop tard).

## 2. Jacques Boulan (JB) le 30 août 2016

Lieu : Skype

Horaire 10h05 – 11h15

Mini bio : Jacques Boulan (73 ans) est retraité (cadre de l'industrie laitière, puis éleveur-sélectionneur ovins, puis artisan imprimeur numérique et reprographe) très engagé avec les associations [Alder](#) et « [Je vote pour le climat](#) » et adhérent de TaCa.

### **Pourquoi on n'y arrive pas ?**

Pas de volonté. Les gens (les adultes) n'ont pas envie de changer car ils ont bien compris qu'il y a des changements de mode de vie très importants. Après moi le déluge.

Plus ou moins consciemment, refus de regarder la réalité en face, on ne veut pas en parler. Les responsables politiques ne sont pas intéressés à proposer des mesures nécessairement impopulaires qui les empêcheraient d'être élus à la prochaine élection.

JB s'amuse à imaginer un candidat élu sur la croissance et le burkini et qui au pouvoir déclarerait qu'il faut s'occuper du climat en priorité absolue (variante de sa lecture de la trajectoire de François Hollande élu sur son opposition à la finance et agissant dans un sens complètement différent).

Les gens veulent une solution mais ne veulent pas changer maintenant et repoussent à demain. Justement, à propos du film Demain, JB n'est pas très emballé, ce film ne mobilise pas, il tranquillise. Ce film plait car il donne l'impression que les solutions sont « aimables » et qu'on peut se contenter de ce que font les autres sans avoir besoin de changer son mode de vie.

JB qui fait des conférences depuis 15 ans estime que les 2 reproches qu'on lui adresse sont ; 1 CULPABILISER les gens et 2 être trop grave et trop sérieux. Si après avoir entendu une de ses conférences quelqu'un se sent culpabilisé JB considère alors que cette personne a compris qu'elle avait une part de responsabilité.

Eviter de parler de catastrophe depuis 15 ans ne nous a menés à nulle part.

Pour JB le pire ce sont ceux qui considèrent que notre génération a pris trop de mauvaises habitudes pour pouvoir changer et donc que ce sont les enfants qu'il faut éduquer pour mener ce changement. En d'autres termes, on continue de se goinfrer d'énergie tout en dérégulant le climat. Les générations suivantes se serreront la ceinture et supporteront les catastrophes climatiques.

### **Quelle(s) solutions(s) ?**

Préalable : un grand programme pédagogique d'information et de formation sur les causes, les risques du dérèglement climatique pour les élus, les étudiants, les professionnels et le grand public. JB est irrité par le discours scientifique mettant en avant ses incertitudes dans lesquelles le grand public s'engouffre pour justifier une position attentiste, attendons que les scientifiques n'aient plus de doutes!

Ensuite mettre en place des mesures contraignantes pour tout le monde, prix carbone et réglementation.

Pour le prix carbone JB est entièrement acquis à la nécessité d'une énergie carbonée chère. Le prix de l'énergie (d'origine fossile) est un sujet central. Mais sur la façon de l'obtenir, il considère que

c'est un sujet de spécialiste auquel il ne connaît pas grand chose. Lui-même serait intéressé par un mécanisme de TVA sur le carbone (en discussion en fin d'entretien JB reconnaît que c'est probablement plus compliqué que le mécanisme de type taxe en amont comme TICPE). JB est aussi intéressé par l'idée d'une [carte crédit carbone](#).

Les consommateurs ont beaucoup de pouvoir mais se défaussent de leurs responsabilités vers les entreprises.

Réglementation de plus en plus contraignante : interdiction progressive des voitures consommant plus de 2l/100kms, limitation des vitesses sur autoroutes, durcir les normes d'isolation thermique avec contrôle des travaux finis, taxe spécifique sur la publicité, interdire les cadeaux matériels et les remplacer par de l'argent, rendre obligatoire les chauffe-eaux solaires et les toitures photovoltaïques pour les constructions neuves, favoriser la location plutôt que l'achat des machines (bricolage, électroménager), en finir avec le jetable, rendre obligatoire la réparabilité des objets, etc...

Continuer les négociations mondiales COP, mais d'abord commencer chez nous et tenir nos engagements. Continuer à discuter mondialement pour améliorer les engagements des uns et des autres.

### **Réaction par rapport à la proposition Signal Prix Carbone mondial (présentée en fin d'entretien)**

Tout à fait favorable mais estime utopique que cette solution puisse être mise en place mondialement. C'est cependant un bon combat.

Comment faire pour réduire la consommation de viande : le [signal prix](#) c'est la solution ! A défaut de taxe carbone, une TVA à 0% sur le poulet et le porc et à 20% sur la viande rouge (augmentant progressivement vers 50%, voire 100%). Ça peut se mettre en place demain matin.

A propos de la carte de crédit carbone, JB reconnaît aussi en fin d'entretien que l'argument Jancovici (c'est gérer une seconde monnaie, il y a en France 200 000 personnes qui travaillent pour gérer nos comptes en €, ce serait un chantier gigantesque) est valable d'autant que le principe de redistribution à part égale de notre proposition standard exprime le même objectif « chacun a droit à la même part » avec une mise en œuvre beaucoup plus simple.

« Je suis vieux, je suis pressé de voir les choses avancer et l'humanité, enfin, sur la bonne voie. D'où mes propositions un peu radicales parfois »

### 3. Eric Lombard (EL) le 2 septembre 2016

Lieu : Skype

Horaire 8h45 – 9h45

Mini-bio : Eric Lombard (65 ans) est retraité (ingénieur chimiste). Très engagé dans les économies d'énergie, c'est un membre actif de TaCa. Il anime aussi le site [Hyperdébat](#).

#### **Pourquoi on n'y arrive pas ?**

C'est à la fois une question d'offre et de demande : demande citoyenne et offre politique.

Du côté de la demande, les sceptiques sont encore nombreux, et parmi ceux qui ont compris qu'il y avait un gros problème, la plupart ne sont pas conscients de l'urgence de l'action : le problème reste lointain, aussi bien dans l'espace que dans le temps, et ceux qui en ont pris conscience ne réalisent pas l'ampleur de l'effort. Ils sont prêts à faire des gestes pour le climat, sans réaliser que la bonne volonté et la technologie seules ne suffiront pas, qu'il faut profondément changer nos modes de vie. [L'équation de Kaya](#) et ses conséquences restent trop peu connues : l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ne suffiront pas, il faudra également réduire notre niveau de vie et/ou infléchir la croissance démographique. Et répartir l'effort entre pays riches et pays pauvres, c'est-à-dire faire de la décroissance dans les pays riches pour permettre aux pays pauvres de continuer à faire un peu de croissance.

Face à une demande citoyenne faible, l'offre politique est forcément réduite. Les questions écologiques passent au second plan, loin derrière la prospérité économique. Les partis politiques continuent à miser sur la croissance - même si elle devient de plus en plus difficile à atteindre – parce que c'est la seule recette qu'ils connaissent pour satisfaire la demande unanime des citoyens : du travail et de l'argent. Les économistes ne leur en fournissent d'ailleurs pas d'autres... Ils n'ont jamais vraiment planché sur des scénarios de décroissance. Que leur politique de croissance détruise la planète, les élus n'en ont cure, eux qui ont les yeux rivés sur leur réélection. Court terme contre long terme... Tout au plus sont-ils prêts à faire eux aussi des gestes (politiques) pour l'environnement.

#### Pourquoi ne bouge-t-on pas, alors qu'on sait ?

Les catastrophes climatiques ne sont pas encore massives, ni nettement attribuées au réchauffement. De plus, quand on n'a pas eu soi-même l'expérience de quelque chose, on a tendance à le minimiser (cf. notre manque de compassion pour les réfugiés syriens).

C'est trop demander de changer son mode de vie pour réduire les émissions de GES.

Pourtant, l'histoire donne des exemples où des pays ont été capables de réagir massivement face à un grand danger (les Etats-Unis dirigés par Roosevelt face aux japonais et aux nazis). Il nous manque sur le climat un Roosevelt qui parlerait haut et clair et entraînerait les citoyens dans l'action. Nicolas Hulot avait ce discours lors de la primaire Europe Ecologie Les Verts (EELV) de 2012.

#### **- Quelle(s) solutions(s) ?**

La mère de toutes les mesures, c'est de donner un prix au carbone. Un prix suffisant pour inciter tous les acteurs économiques à réduire, puis à supprimer leur demande d'énergies fossiles. Mais comme le montre l'expérience de la Suède, il faut accompagner ce signal-prix de mesures favorisant l'évolution de l'offre, car là aussi il faut jouer sur les 2 tableaux, offre et demande.

Le système des quotas d'émissions ayant montré son inefficacité, il faut se tourner vers la taxe carbone, étendre son application et augmenter progressivement son montant. Et pour faire passer la pilule, il faut en redistribuer les recettes. Et pas seulement au niveau national, mais aussi au niveau mondial. Dans ce cadre, ceux qui consomment/consument moins de carbone que la moyenne sont gagnants, ils reçoivent plus d'argent qu'ils n'en mettent au pot commun.

Remarques :

1. Ce qui importe au consommateur, c'est le prix total qu'il paie. Le vrai signal prix, c'est le prix de l'énergie, pas la taxe carbone, qui n'est qu'une de ses composantes. Rien ne sert d'imposer une taxe carbone si dans le même temps le prix du baril de brut chute d'autant voire plus. Pour en limiter efficacement la consommation, il faudrait un système de cliquet pour que le prix des énergies fossiles ne baisse jamais plus.
2. Il n'y a pas que le carbone (du CO<sub>2</sub>). Il ne faut pas oublier le méthane ni le N<sub>2</sub>O.-

### **Comment faire ?**

Tout ceci est facile à dire mais certainement difficile à mettre en œuvre, car cela implique un rééquilibrage massif, se traduisant par des flux financiers très importants, essentiellement entre les Etats-Unis et l'Inde.

En France, il faut faire monter en puissance [la taxe carbone qui a fini par voir le jour en 2014](#), mais en revoquant la redistribution des recettes (actuellement, une grande partie des recettes va aux entreprises via le CICE, alors que ce sont les particuliers qui en paient quasiment la totalité).

Il faut aussi supprimer d'urgence toutes les subventions aux énergies fossiles, dont en particulier [la non taxation du kérosène](#) qui entraîne le développement de la calamité climatique qu'est l'aviation low-cost.

Et puis, il faut inlassablement développer la conscience individuelle et politique sur l'urgence du problème.

#### **4. Chaim Nissim (CN) le 19 septembre 2016**

Lieu : Bar de l'hôtel Alpha Palmiers à Lausanne

Horaire 16h30 – 17h30

Mini bio : Chaim Nissim est le fondateur de l'association suisse [NOE 21](#) très active pour la decarbonisation de l'économie.

##### **Pourquoi on n'y arrive pas ?**

Parce qu'on n'a pas développé des arguments qui parlent au cerveau limbique (les émotions). La raison (cortex) n'est pas suffisante pour nous faire changer. Les pubs de voiture marchent car on espère, en achetant la voiture, avoir la femme qui va avec.

Le cerveau limbique veut toujours plus, et difficilement moins (on accepte facilement les augmentations de salaire mais on refuse les diminutions de salaire).

##### **Quelle(s) solutions(s) ?**

Politiquement, il faut une taxe carbone.

Il faut ajouter du plaisir (sexuel) pour préparer l'idée du prix carbone dans notre cerveau limbique.

##### **Que faire ?**

Pendant 5 ans NOE a fait du lobbying auprès des politiciens en faveur d'une taxe carbone. NOE a été bien accueilli mais aucune avancée significative n'a été obtenue. CN a été député pendant 16 ans.

Comment hypnotiser les députés ? Un acte de magie....

Il faut trouver un slogan comme celui de Lénine en 1917 : la Terre aux paysans. Ce slogan a été inventé devant 20 personnes et à été repris par des millions de paysans qui se sont rangés du côté de la révolution.

« C'est bien de t'avoir vu, ça me redonne un peu la pêche », déclare Chaim Nissim.

## 5. Dominique Bourg (DB) le 20 septembre 2016

Lieu : [Bureau de D Bourg à l'UNIL](#) (Université de Lausanne)

Horaire 10h30 – 11h30

Mini bio : Dominique Bourg (63 ans) est un philosophe professeur à l'Université de Lausanne spécialisé dans les géosciences et l'environnement. Il est vice président de la [Fondation Nicolas Hulot](#).

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

Pour Dominique Bourg il y a 4 causes principales à cette difficulté :

- 1) Les effets du réchauffement climatique ne sont pas sensibles : une T° moyenne, c'est abstrait, ça échappe à nos sens. Aujourd'hui on a peu de problème, l'effet grave n'arrive que plus tard. Dominique reconnaît cependant qu'il y a de nombreux signaux perçus par le public que le réchauffement climatique est en cours et que c'est grave et qu'il y a aussi des formes de dénis en action.
- 2) On est face à un problème de masse (difficile à gérer) alors qu'on sait mieux gérer nos problèmes individuels
- 3) On a la religion de la techno science qui nous fait croire que la science va bien nous trouver une solution.
- 4) L'économie standard (mainstream) dit que le problème du climat est sous contrôle (me montre l'ouvrage d'Antonin Pottier « [Comment les économistes réchauffent la planète ?](#) »)

### Quelle(s) solutions(s) ?

Il n'y a pas que le problème du climat, il y a aussi la biodiversité et les autres limites franchies par [l'Anthropocène](#) (nom donné à la nouvelle ère géologique, contrôlée par l'homme)

Globalement il faut jouer sur la consommation, (pour éviter [l'effet rebond](#) quand on ne joue que sur la production) et il faut aller jusqu'à des quotas de consommation par individu. DB est partisan à terme d'une carte de crédit carbone par individu.

Il y a une votation en Suisse pour s'engager institutionnellement à se contenter en 2050 d'un mode de fonctionnement du pays qui ne prélèverait que sa part correspondant à 1 seule planète pour la Terre entière.

Pour D Bourg, les Verts qui soutiennent cette votation ont un discours électoraliste en faisant croire que la technologie fera le travail, alors qu'il paraît évident que notre mode de consommation doit profondément changer si on veut tenir un tel objectif. Pour l'instant les sondages donnent un petit avantage à la votation (ce qui serait globalement un bon signal pour résoudre le problème que nous avons avec le climat, de la même façon que le vote en faveur de [l'aéroport Notre Dame Des Landes](#) est un mauvais signal pour l'état d'esprit du public face au climat)

### Que faire ?

La première étape c'est la taxation du carbone qui est plus simple de mise en œuvre que les quotas individuels. En fait mettre un prix sur le carbone, ce serait donner une impulsion, comme le chef d'un orchestre où chaque instrument serait une solution qui jouerait à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le prix carbone c'est une incitation à mettre en œuvre des solutions pour émettre moins de gaz à effet de serre.

## 6. Jean Jouzel (JJ) le 24 septembre 2016

Lieu : Au téléphone portable

Horaire 9h – 10h

Mini bio : [Jean Jouzel](#) (69 ans), ancien vice-président du groupe scientifique du GIEC, est le climatologue français le plus connu. Sa notoriété en fait un personnage central de l'excellente (et méconnue) pièce de théâtre « [Glaciers grondants](#) »

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

Importante rectification des chiffres par Jouzel (voir graphique en date du 24 septembre 2016 sur [cette page](#)) : actuellement on en serait à 50 Milliards tonnes équivalent CO<sub>2</sub> ; en 2030 les engagements de la COP21, s'ils étaient tenus, nous mèneraient vers 55Mt, soit +10%, alors qu'il faudrait viser 40Mt eqCO<sub>2</sub> pour avoir des chances de respecter, à long terme, l'objectif 2°C.

Grosse responsabilité des USA de GW Bush qui ont refusé le protocole de Kyoto qui était pourtant une bonne première étape de réduction des émissions. L'Europe a tenu ses engagements, même s'ils sont pour une large part le résultat de la délocalisation des industries

Enfin, la découverte des gaz et huiles de schiste a repoussé très loin [la limite des pics pétrole et gaz](#) qui auraient dû aider la réorientation vers une économie bas carbone.

L'argument « le niveau de vie des américains n'est pas négociable » traduit aussi la difficulté de ce qu'il faut faire car ce niveau de vie s'appuie sur l'utilisation des énergies fossiles. Sur le volet énergie le mode de vie pourrait être moins impacté si on avait mis la priorité sur la recherche et l'innovation en énergie renouvelable et en efficacité énergétique.

### Quelle(s) solution(s) ?

Jouzel n'est pas un spécialiste des solutions, mais s'appuie sur les préconisations du GIEC (groupe 3).

Le tableau du GIEC (voir schéma en [date du 1er décembre 2014](#)) qui utilise massivement pour 2100 la bio énergie avec capture du CO<sub>2</sub> (pour la production d'électricité) c'est du rêve. Il faut regarder en priorité comment réduire d'ici 2030.

La priorité c'est de réorienter l'investissement actuel dans les fossiles vers l'énergie renouvelable (600 Milliards \$ par an).

*Comment ?* La seule façon de faire c'est de donner un prix au carbone.

Aucun gouvernement n'a le courage d'aller fort sur le prix carbone. Les pays de l'OPEP ont absolument refusé l'indication d'un prix carbone dans le texte de l'accord. Ils veulent des compensations. S'il y avait des exemples de réussite locale pour la réduction des émissions, comme ce que tente en ce moment la Californie ([qui vient de voter le principe d'un prix carbone important](#)) alors ça pourrait initier une dynamique positive.

Il faut aussi dénoncer les subventions au transport aérien. Le développement des compagnies low cost s'appuie bien sûr sur ces prix bas subventionnés. C'est l'économie qui mène le monde. Le climat n'a pas la place qu'il mérite dans la campagne présidentielle actuelle.

Quand je parle d'efficacité énergétique, ça intéresse, beaucoup moins quand je parle de sobriété. Le scénario de [Négawatt](#) est très bien, la sobriété pour la partie énergie est obligatoire si on veut sortir du nucléaire.

## 7. Hervé Kempf (HK) le 10 octobre 2016

Lieu : Reporterre (Paris)

Horaire 17h30 – 18h30

Mini bio : Hervé Kempf (59 ans) est le rédacteur en chef de [Reporterre](#) après avoir été le journaliste spécialiste du climat au journal Le Monde.

### **Pourquoi on n’y arrive pas ?**

Parce que [l’oligarchie](#) bloque l’évolution. Elle a compris que ses privilèges vont être remis en cause s’il faut réduire les émissions. L’oligarchie tient les medias et le public est laissé dans une forme d’ignorance de la gravité du problème climatique, et au contraire exposé à tous les appels de la publicité pour consommer plus.

La société (française) se compose en gros de 1% de super riche (l’oligarchie) avec environ 20% de cadres supérieurs défendant ce système. Il y a au milieu 50% de personnes, la classe moyenne, bénéficiant d’un niveau de confort jamais vu dans le passé, mais comprenant que ce système est en train de craquer. En bas, 30% de pauvres et délaissés, livrés à eux mêmes dans une société beaucoup plus individualiste sans les anciens liens sociaux du Parti Communiste ou de l’église. Cette approche s’applique aussi dans les différents pays du monde.

### **Quelle(s) solutions(s) ?**

Réduire fortement la consommation matérielle.

Dans les années 2000, des Organisations Non Gouvernementales liées aux négociations climat ont analysé les émissions en liaison avec le niveau de revenu. Ces études ont été notamment confirmées il y a 1 an par l’étude Chancel-Piketty qui montre que dans chaque pays du monde il y a un lien direct entre le niveau de revenu individuel et le niveau d’émission de GES de l’individu (voir en date de 4 novembre 2015 sur [cette page](#)).

Pour que la classe moyenne fasse les nécessaires réductions il faut qu’elle ait la certitude que tout le monde fait sa part.

C’est pourquoi HK met en priorité la réduction des inégalités sociales (liaison crise climatique, crise sociale).

Les émissions sont liées (en gros proportionnelles) au revenu, donc pour les réduire réduisons les écarts de revenus.

### ***Relance de ma part***

HK comprend que ma réticence sur cette approche porte sur la faible adhésion politique actuelle pour mettre en priorité la réduction des inégalités. Il est tout à fait d’accord sur la pertinence du signal prix pour faire changer le consommateur.

HK rappelle que l’opinion publique craint plus la fin du capitalisme que la fin de la vie sur Terre. Pourtant la crise écologique est absolument prioritaire, on est dedans, et il faut s’attaquer à la réduction des inégalités. Il considère que la redistribution égalitaire (de notre proposition de signal prix carbone) tout comme la dégressivité des retraites en fonction des salaires seraient des formes concrètes de réduction des inégalités.

## 8. Sylvestre Huet (SH) le 11 octobre 2016

Lieu : Café Le Jaurès (Paris)

Horaire 9h30 – 11h

Mini bio : [Sylvestre Huet](#) (58 ans) est journaliste spécialisé sur la science. Il anime le [blog Sciences2](#) sur la plate forme du journal Le Monde (précédemment Libération).

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

SH souligne d'abord que [la comptabilisation à la consommation](#) donne une meilleure idée de notre situation. L'Europe n'est pas le bon élève qu'elle prétend être. Les réductions des émissions de GES effectuées dans le cadre du protocole de Kyoto proviennent de l'externalisation de nos industries (sales), mais si on compte à la consommation les émissions de GES ont augmenté depuis 1990 par habitant.

Pour bien comprendre, il faut se concentrer sur les mécanismes réels (physiques). En fait la raison majoritaire (de l'augmentation des émissions mondiales), c'est l'augmentation de la production des biens de consommation de base, relevant de besoins de base. En gros sur Terre, 1,5Mh (milliard d'humains) consomment trop (beaucoup de superflu), 4Mh sont aux besoins de base et 1,5Mh (les plus pauvres) pourraient consommer plus. Ceci montre la difficulté de la tâche à mener. Il ne suffira pas de s'attaquer au gaspillage, il faut faire beaucoup plus de réductions que ça, tout en prenant en compte le gigantesque réservoir de demandes de nouvelles émissions pour relever le niveau de vie des plus pauvres.

Pour SH en particulier les infrastructures des pays en développement (Chine, Inde, Afrique) nécessitent dès maintenant de faire les choix hors des énergies carbonées si on veut rester sous les 2°C. Le sujet majeur pour SH c'est changer les technologies et les systèmes énergétiques à la base de la production des moyens de vivre de la population.

### Quelle(s) solution(s) ?

Il n'y a pas d'arbitre mondial, c'est ainsi.

SH propose en priorité 3 actions :

- 1) Que l'Europe se réapproprie son industrie pour produire localement en utilisant une énergie peu carbonée qu'elle est capable de se payer (contrairement aux usines du tiers monde alimentées essentiellement en énergie charbonnée). Ce sera difficile car il faudra accepter les contraintes de la production locale de l'énergie (on a laissé partir vers les pays en développement les industries sales)
- 2) Réduire drastiquement la consommation superflue des 1,5Mh les plus riches et donner un autre exemple au monde. SH partage l'analyse de H Kempf et considère **que l'absolue priorité c'est de réduire (supprimer) les inégalités afin de supprimer la consommation de produits de luxe**. Il faut « ratiboiser » les plus riches, puis diminuer la richesse des 1,5Mh les plus aisés.
- 3) Investir dans les technologies et infrastructures bas carbone (par exemple le transport en commun du grand Paris, qui a déjà 40 ans de retard).

### **Relance de ma part**

SH reconnaît que la suppression des inégalités est un objectif qui peut paraître utopique comme piste de solution.

SH partage l'idée que le signal prix est efficace pour faire changer le comportement des consommateurs. Il est cependant très réservé sur la faisabilité d'un prix mondial du carbone.

### **Hors entretien**

*En ne remettant pas en cause le mode de vie moyen, SH, comme les experts du Giec, ne cible pas une sobriété radicale comme principale source de réduction des émissions de GES. (L'ampleur de cette sobriété nécessaire pourra être atténuée par l'ampleur des innovations bas carbone).*

*Identifier ce besoin de sobriété généralisée renforce l'importance des changements à mener par le consommateur qui devient un acteur central de la réduction des émissions et non un simple bénéficiaire des progrès technologiques. Pour reprendre un terme controversé, le signal prix c'est la main visible du marché.*

*J'ai bien en tête aussi le dernier conseil de Sylvestre : ne pas opposer les solutions, et montrer comment elles peuvent s'articuler.*

## 9. Romain Porcheron (RP) le 14 octobre 2016

Lieu : Maison de la Nature et de l'Environnement de Bordeaux

Horaire 10h – 11h30

Mini biographie : Romain Porcheron (25 ans) est animateur de [la MNE de Bordeaux](#). Il a été une cheville ouvrière d'Alternatiba Gironde en 2014 et continue son engagement sur le climat avec [Alternatiba](#) et [ANV](#) (Actions Non Violentes).

### **Pourquoi on n'y arrive pas ?**

Romain souligne tout d'abord le cloisonnement des idées : d'un côté la culture de la croissance et du progrès, de l'autre le climat, qui paraît déconnecté de notre vie quotidienne et de la réalité que perçoit l'entourage de Romain (ceux qui ne sont pas des activistes comme lui).

Peu importe ce que je peux faire, impuissance de l'action individuelle. On a beaucoup mis en avant les petits gestes quotidiens (qui paraissent dérisoires par rapport au problème) mais ainsi on oublie l'action collective.

Romain identifie donc nettement en 1<sup>ère</sup> difficulté la très faible mobilisation publique sur le climat. Il est convaincu que globalement les gens savent ce qui se passe mais se considèrent impuissants. Ce n'est pas à eux d'agir.

Romain est globalement pessimiste devant le manque de mobilisation et l'insuffisance de l'accord de Paris. Il identifie nettement l'oligarchie en place (entreprises manipulant les politiques) comme le petit groupe qui entretient le culte de la croissance et qui ne veut rien changer.

Les activistes ont du mal à décrire le nouveau monde vers lequel il faut donner envie d'aller. Cette envie est absolument nécessaire pour faire adhérer les gens au changement. On arrivera à changer pour un futur si ce futur est enviable.

Même les catastrophes ne suffisent pas à faire changer l'opinion publique ([l'accident de Fukushima](#) n'a pas mis un terme à l'énergie nucléaire au Japon, ni accéléré la fermeture de Fessenheim en France).

### **Quelle(s) solution(s) (comme négociateur)?**

Romain propose comme solution la revendication de couper les subventions aux énergies fossiles et aussi les actions de désinvestissement ([Divest avec 350.org](#) et les Amis de la Terre).

Romain dénonce les mensonges des dirigeants qui se félicitent de l'accord COP 21 mais soutiennent le projet Notre Dame Des Landes, investissent dans des centrales à charbon, etc...

Romain reconnaît que les questions posées par cet entretien sont très intéressantes mais que jusqu'à présent il n'a pas eu le temps d'y réfléchir et que ça l'intéresse de savoir quelle solution globale pourrait exister autour de la taxe carbone.

### **Présentation du signal Prix Carbone**

A la demande de Romain je décris en quoi le signal prix carbone semble constituer une solution particulièrement consistante.

## 10. Stefan Aykut (SA) le 18 octobre 2016

Lieu : Skype

Horaire 10h – 11h

Mini bio : [Stefan Aykut](#) (30 ans) est un docteur en sociologie spécialisé sur le climat. Il a co-rédigé avec Amy Dahan l'ouvrage « [Gouverner le climat](#) ».

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

Le problème du réchauffement climatique (RC) a été abordé à la suite de problèmes de pollution de l'air (pluies acides) et notamment le problème de la couche d'ozone avec le traité de Montréal.

Le RC a été réduit à un problème de pollution, en se concentrant sur les émissions de gaz à effet de serre, en oubliant de parler de ce qui se passe en amont concernant l'exploration des carburants fossiles, l'exploitation et la combustion.

L'accord sur les armes nucléaires est efficace car il ne se limite pas à vérifier l'objectif recherché (pas d'attaques nucléaires), mais donne des règles et contraintes précises sur la production et la localisation des armes nucléaires.

Bien sûr que ce sont les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui provoquent le réchauffement climatique.

Tant que le prix du train est plus élevé que celui de la voiture ou de l'avion pour faire Paris Berlin, il y a un désavantage « structurel » pour la solution bas carbone. C'est le devoir des états et des autres structures collectives de changer ces situations structurelles.

Ce qui marche mal c'est l'idée que se fixer une cible d'émissions de CO2 suffirait. Les producteurs allemands d'électricité ont acheté massivement du charbon à partir de 2011 à cause de la sortie du nucléaire et à cause de la baisse du prix (à cause du développement des gaz de schiste/charbon aux USA). Le marché international avec ses prix très variables est un acteur beaucoup plus important que les objectifs de la COP21.

### Quelle(s) solution(s) ?

C'est un exercice très difficile.

Stefan Aykut considère que malgré tous ses défauts et limites, [l'accord de Paris](#) peut constituer un cadre global (parapluie) où viendraient s'insérer différents traités internationaux.

- 1) Cibler directement le secteur économique des carburants fossiles et du charbon en priorité :
  - a. Interdiction progressive des nouveaux sites de production de charbon (mines)
  - b. Réglementation et diminution du commerce du charbon, substance dangereuse comme les armes nucléaires
- 2) Favoriser le développement des [ENergies Renouvelables](#), piste de développement clé pour les pays émergents. Il faudrait dans les traités internationaux une clause de faveur pour les ENR et l'efficacité énergétique.
- 3) Clause de conformité climatique dans les traités internationaux de commerce, en complet changement avec le système actuel où l'Organisation Mondiale du Commerce [OMC](#) invoque une clause a priori de neutralité écologique écartant tout recours sur ce terrain contre des technologies utilisées à l'étranger.

- 4) Développement d'accords sectoriels sur l'agriculture, [les gaz HFC](#) (cette semaine), le transport maritime, l'aviation civile, etc..., (en plus petits comités que le COP21) pour effectivement réduire les émissions de GES sujet par sujet.

Pour SA, l'opposition Producteur Consommateur ne parait pas pertinente : le parallèle avec la protection sociale montre que c'est l'Etat qui doit jouer son rôle pour mettre en place les lois permettant à la société de mieux fonctionner.

SA pense aussi que le signal prix est un outil efficace pour certains domaines de réduction des émissions mais que cette mesure ne peut pas tout seule : par exemple les choix d'infrastructure (construction d'une autoroute) vont influencer le développement de tel ou tel comportement plus ou moins climato compatible.

Il ne faut pas opposer les mesures.

## 11. Hervé Le Treut (HLT) le 21 octobre 2016

Lieu : Téléphone

Horaire 15h30 – 16h45

Mini bio : [Hervé Le Treut](#) (60 ans), directeur de [l'Institut Simon Laplace](#) est un des scientifiques les plus connus en France sur le climat.

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

Principalement 2 causes sont citées, l'extension des acteurs et le blocage sur les solutions.

Extension des acteurs : Depuis 1990 la hausse des émissions (« en comptant comme on compte », c'est-à-dire territorial) provient essentiellement des pays en développement qui sont donc les nouveaux acteurs. La comptabilisation à la consommation montre que l'apparente stagnation des émissions des pays développés provient en fait de la délocalisation massive de leurs industries polluantes vers les pays en développement. Donc depuis 1990, même les pays qui émettaient beaucoup de carbone n'ont probablement pas réduit leurs émissions (HLT rappelle à juste titre l'imprécision des chiffres de comptabilisation à la consommation).

Blocage sur les solutions : Il y a bien la solution initiale de faire des économies (s'attaquer aux gaspillages) mais c'est loin de suffire. Il n'y a pas d'unanimité sur les solutions. Les ONG et les mouvements citoyens n'ont pas de proposition consensuelle sur le sujet. De plus il n'y a pas de percée technologique sur les énergies alternatives ([biomasse](#), hydroélectricité, nucléaire, éolien et solaire). A ce jour, mondialement, éolien et Photo Voltaïque, dont le développement s'accélère, ne représentent que 1% de l'énergie totale.

Le rapport du GIEC (volume 3 sur les solutions) prévoit des émissions négatives d'ici la fin du siècle, mais aujourd'hui il n'y a aucune recherche dans cette direction. HLT est impressionné par cet écart qu'on retrouve aussi chez ceux qui se félicitent de l'accord de Paris mais qui semblent se désintéresser de tout ce qu'il y a à faire.

Ce déni de réalité exprime une mise à l'écart de la réalité du réchauffement climatique (RC), que l'on retrouve dans les enquêtes du CEDIPOF (Daniel Boy) où seulement 15% des français citent les gaz à effet de serre comme cause du RC. Il y a une grande incompréhension du sujet. (*voir chapitre 5 ma lecture différente de cette importante enquête*)

Pourquoi ce déni, parce qu'on a du mal à imaginer le futur et regarder en face le RC. Il faut absolument refuser les 2 extrêmes possibles face à une catastrophe : d'un côté le déni, d'un autre une forme de dictature écologique, car HLT est attaché et croit à la démocratie. De plus il est prématuré de céder au pessimisme.

C'est aussi pourquoi HLT s'investit beaucoup dans l'implication de la région aquitaine sur le climat (animation d'un groupe d'universitaires [Acclimaterra](#) pour rédiger une nouvelle version de l'étude des impacts du climat pour la région Nouvelle Aquitaine). A une échelle régionale on doit pouvoir appréhender plus concrètement les enjeux et les solutions.

### Quelle(s) solution(s) ?

HLT s'exprime ici comme citoyen et n'a pas d'autorité particulière à avancer. Pour lui, il y a surtout 2 enjeux : conscience partagée et l'argent.

Conscience partagée : Cette conscience partagée est loin d'exister actuellement dans l'opinion publique (grand retard sur le RC) Pour que la démocratie marche il faut que le public soit éduqué. La COP21 a prévu une révision tous les 5 ans, c'est un excellent dispositif et il faut qu'à ce moment il y ait une forte pression de l'opinion publique (on ne peut pas se contenter de rejeter la faute sur les politiques).

L'argent : C'est ce qui bloque les changements à cause du prix très bas du pétrole, alors qu'il faudrait que les ENR se développent aussi vite que s'est développé le numérique. HLT a des doutes sur les taxes nationales qui risquent de pénaliser les plus pauvres.

HLT souhaite qu'il y ait des lieux de réflexion sur ce sujet, pour élaborer ces solutions avec l'état d'esprit des philosophes du siècle des Lumières. La solution doit être collective. HLT est aussi préoccupé par l'écart entre son style de vie et ce qu'il faudrait faire pour limiter les émissions.

Il y a des évolutions depuis 15-20 ans, mais on a très peu de temps devant nous.

## 12. Alain Grandjean (AG) le 24 novembre 2016

Lieu : Skype

Horaire 9h05-10h50

Mini bio : [Alain Grandjean](#) (61 ans) économiste est cofondateur du cabinet de conseil [Carbone 4](#). Cet économiste est très actif sur le climat et le prix carbone.

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

Tout notre mode de développement est fondé sur les énergies fossiles. Donc pour réduire les émissions, il faut soit renoncer à utiliser l'énergie soit en remplacer les sources par des énergies non émettrices, énergies renouvelables ou nucléaires (20% seulement du mix énergétique primaire aujourd'hui), sachant que le nucléaire source très concentrée ne se développera pas massivement (à cause de tous ses défauts) et que les « nouvelles » ENR sont très diffuses et que leur production est à ce stade encore faible, même si elles connaissent une croissance importante. Du coup les économies d'énergie (efficacité et sobriété) sont la grande priorité.

Ensuite le climat c'est une explication abstraite (l'effet de serre c'est un raisonnement à acquérir) pour expliquer des effets qui sont certes concrets. Il y a besoin de beaucoup de pédagogie, de répétition sur cette réalité. C'est cependant un apport de l'accord de Paris.

Il y a aussi notre imaginaire qui aime à croire qu'on est sans limites, qu'il ne faut pas être malthusien, et que de toute façon la science nous trouvera une solution comme ça s'est toujours passé précédemment

Il y a aussi le fait que chacun se considère comme un petit contributeur. Chacun de nous a trois raisons pour ne pas agir : l'autre pollue plus que moi, mon action a un effet marginal, enfin si les autres agissent et pas moi alors j'en bénéficie sans effort.

Relancé sur l'enquête Boy-Ademe montrant que 60% des français ont bien compris que le réchauffement climatique est un problème grave et que ce qui est en cause c'est notre mode de vie, AG reconnaît facilement que [le problème du passager clandestin](#) est un obstacle en effet important pour l'avancement des négociations (chaque pays a encore peur d'en faire plus que son voisin).

### Quelle(s) solutions(s) ?

Long silence (expliqué par le décalage entre la globalité du point de vue requis et la multiplicité des sujets étudiés par AG pour impliquer le monde de la Finance dans la solution au réchauffement climatique)

Mettre un prix sur le carbone, évidemment. Il faut une contrainte économique pour faire changer la consommation l'industrie et la Finance vers la decarbonation. L'enjeu est gigantesque côté financier avec les trillions \$ des fonds de pension qui identifient de plus en plus nettement la menace du carbone sur le dérèglement climatique (*mouvement [Divest](#)*).

Le sujet du prix carbone est très débattu à l'occasion des négociations COP. Mais l'ONU n'est pas mandatée sur la fiscalité ni sur des instruments de politique économique (comme les normes) vus comme souverains. Ce n'est pas des COP qu'il faut attendre la mise en place de prix du carbone.

Les entrepreneurs soulèvent le problème d'handicap de compétitivité s'ils sont les seuls à subir un prix carbone.

AG est d'accord sur le principe que chaque humain a droit à la même part, mais actuellement on est mondialement incapable de se mettre d'accord sur de tels principes globaux comme « chacun paie selon sa pollution et chacun a droit à la même part ». Donc il faut continuer à créer et faire progresser des dispositifs plus empiriques.

Même si ses actions concernent en priorité la Finance, AG considère que c'est très important de rappeler le rôle central du consommateur pour changer l'économie.

### 13. Ttext Etcheverry (TE) le 24 novembre 2016

Lieu : Skype

Horaire 11h-12h

Mini bio : [Ttext Etcheverry](#) est le fondateur de l'association basque [Bizi](#) en 2008 spécialisée sur le climat. Puis il a participé à la création d'Alternatiba en 2013 et d'Action Non Violente (ANV) en 2015.

#### Pourquoi on n'y arrive pas ?

- 1) C'est un problème terrible dont on ne voit pas encore nettement les conséquences, en particulier dans les pays riches pourtant premiers responsables
- 2) Les solutions remettraient en cause de vastes secteurs économiques, en 1<sup>er</sup> lieu l'extraction de carburants fossiles, qui recourent à toutes les actions possibles pour retarder l'action (marchands de doute).
- 3) Le mode de vie des habitants des pays développés est en cause, le changer pourrait apporter aussi une meilleure qualité de vie mais l'homme en général n'aime pas changer. On préfère mettre de côté une vérité si on pense qu'elle est une mauvaise nouvelle pour soi même.

TE me demande quelles seraient mes réponses à cette question. *Je lui dis :*

- 1) *On n'y arrive pas c'est difficile de réduire car 80% de l'énergie qu'on utilise est d'origine fossile et l'énergie c'est le fuel (le cœur) des gigantesques progrès de la révolution industrielle*
- 2) *La réduction passe par l'implication des consommateurs, on est plusieurs milliards, il y a donc évidemment le problème du passager clandestin (voir étude Ademe-Boy que je transmets en parallèle à Ttext). Ce problème bloque aussi les négociations entre les 195 pays.*

Ttext est d'accord sur ces 2 raisons et enchaine sur des copains sincèrement préoccupés par le climat juste après la COP21 en un mois de décembre 2015 anormalement chaud, MAIS se préparant à sauter dans un avion pour voir un match de rugby à Dublin (illustration parfaite du problème du passager clandestin).

#### Quelle(s) solutions(s) ?

TE expose d'abord ses 3 points stratégiques :

- 1) S'appuyer sur la pédagogie des catastrophes climatiques touchant les pays riches (cf. [ouragan Sandy](#) à New-York, sécheresses etc...). Elles se multiplient et participent à la sensibilisation.
- 2) S'appuyer sur les alliés dans les secteurs économiques (assurances, ENR, isolation, ...) pour montrer que le changement apportera aussi des avantages économiques, en particulier des emplois.
- 3) Soutenir les actions de mobilisation de la population comme : [encyclique Laudato si](#), la déclaration du [Guardian](#) (mettant le climat en problème no1), le mouvement Divest (désinvestissement des entreprises trop « carbonées »), les actions de désobéissance civile.

TE estime qu'il faut faire vite, changer en 10 ans, mais c'est faisable à l'image des gigantesques changements aux USA après Pearl Harbour. Il était interdit d'utiliser sa voiture pour les vacances, conduire seul (pour aller au boulot) était représenté avec Hitler comme compagnon de route, les jardins pelouse se sont transformés en potagers etc... Ca a été fait à une vitesse gigantesque. Donc on peut le faire.

*Quand je lui demande si ici le problème c'est que l'ennemi ce ne sont pas les nazis, c'est aussi nous, comment gérer ça ?*

Ttext considère que l'obligation morale, qui est le moteur des militants n'est pas suffisante pour faire changer globalement une société. Il faut la contrainte et l'intérêt :

Contrainte : les réglementations sont nécessaires car comme on n'a pas le droit de tuer ou de voler une petite vieille ou de rouler à 250 en ville, on n'a pas le droit de défoncer le climat.

Pour l'intérêt, ou la desincitation à la pollution, Ttext cite la fiscalité écologique. Les recettes de cette fiscalité doivent être utilisées pour aider les pauvres à faire face à ce cout et aussi pour financer les chantiers de la société sans carbone (isolation des bâtiments, systèmes de transport en commun, agro écologie, ENR, réaménagement du territoire)

Avec ces transformations on va rapidement obtenir un mode de vie plus sain et avec plus de sens (lors du tour Alternatiba, Ttext a souvent rencontré des personnes ayant complètement changé de métier pour retrouver du sens, c'est un autre signe de la crise sociétale actuelle).

Ttext cite quelques batailles à gagner :

- Contre les énergies fossiles (radicalité de la désobéissance civile comme à Pau en début 2016 contre un symposium organisé par Total)
- Développement de [l'agro écologie](#) (fort soutien populaire sur ce sujet)
- Relocaliser les vacances
- Rendre honteux d'acheter du neuf (créer des nouvelles modes, comme aux USA après Pearl Harbour qui ont mis en avant les mini jupes à cause de la pénurie de textile)
- Changer d'échelle pour les solutions mises en avant par Alternatiba.

## 14. Laurent Labeyrie (LL) le 12 décembre 2016

Lieu : Skype

Horaire 18h-19h

Mini bio : [Laurent Labeyrie](#) (70 ans), directeur de recherche au CNRS (océanographie) et professeur d'université (développement durable et changements climatiques) à la retraite, a contribué aux rapports du GIEC et est maintenant président de l'association [Climaction](#) en Bretagne Sud.

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

- 1) Réponse « provocante ». Il n'y a pas un grand chef mondial qui imposerait la réduction des émissions. Le monde est soumis au profit. Aux Etats Unis, des états (Californie en particulier) vont vers les ENR, et d'ailleurs s'ils le font c'est qu'ils y trouvent un profit économique.
- 2) Une enquête réalisée en Bretagne Sud montre que 90% des personnes sont conscientes que ce serait bien de faire des efforts sur le climat, mais seulement 10% de ceux-ci expérimentent ces efforts.

Il faut arriver à donner envie de changer. S'il y a un profit à faire ces efforts, les gens changeront (LL a investi dans un chauffage au bois pour utiliser une ENR, mais financièrement ce n'est pas rentable).

Les gens recherchent leur bonheur, avec du plaisir ils peuvent changer.

### Quelle(s) solution(s) ?

La France, et les pays occidentaux, peuvent atteindre [le facteur 4](#) s'il y a la volonté politique pour le faire. Pour LL la taxe carbone a implicitement un rôle central dans cette volonté politique, mais LL n'est pas un spécialiste du sujet.

Cette taxe carbone est nécessaire pour récolter de l'argent pour aider à investir. Pour LL le côté punitif ou incitatif de la taxe carbone n'est pas explicité, mais LL croit (et souhaite) une croissance exponentielle de la taxe carbone démarrant progressivement (la visibilité de l'augmentation dans le futur est très importante).

Sur la répartition de l'effort, entre le progrès technologique (assimilé ici à ENR) et la sobriété individuelle, LL se base sur le scénario Négawatt, mais plutôt que 30% de gain sur ses 2 points, LL cite 40% sur le progrès et 20% sur la sobriété (Là encore, être pragmatique, on ne peut pas mettre l'agriculture productiviste et les lobbys du pétrole à la poubelle du jour au lendemain).

LL apprécie la politique volontariste de l'Allemagne, et aussi de la Chine où la pollution oblige à changer.

LL pense que ce qui va nous toucher en premier c'est les migrants du delta du Nil (qui sera rapidement submergé), plusieurs millions de personnes à accueillir alors qu'aujourd'hui quelques milliers de Syriens nous posent un problème apparemment insoluble.

LL est en faveur de solutions concrètes et locales, on n'a pas le temps de « changer le système », et les grands idéaux ont jusqu'à présent mené aux grandes catastrophes.

LL se demande comment faire en sorte qu'en France il y ait une majorité citoyenne contre l'aéroport NDDL.

EDF est un grand ennemi des projets ENR en France. Elle est prisonnière de [ses endettements](#) et engagements pour le nucléaire.

## 15. Christophe Vieren (CV) le 4 janvier 2017

Lieu : Skype

Horaire 16H45 18H30

Mini bio : Christophe Vieren (50 ans) est professeur d'automatisme en IUT à Lille. Militant environnemental, il tient [un blog](http://christophevieren.fr/) (<http://christophevieren.fr/>).

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

Christophe met en avant (cf. Jancovici) le lien entre PIB et émissions de gaz à effet de serre. Le problème vient donc de notre mode de vie et de la fameuse croissance qui s'accompagne de la croissance des émissions de GES.

Le nucléaire ne représente pas pour Christophe une solution valable d'énergie faiblement carbonée.

### Quelle(s) solution(s) ?

En France il y a un accord sur l'objectif (réduire les émissions au facteur 4 dans un 1<sup>er</sup> temps), mais lors des élections ce sujet n'est pas une priorité pour les électeurs donc ça n'avance pas.

Dans le monde c'est encore plus difficile avec les manœuvres de retardement de tous les pays détenteurs de ressources en carburant fossile.

Christophe est pessimiste sur la nature humaine, en voyant tous ces jeunes parfaitement informés des dégâts du tabac pour leur santé qui malgré tout se mettent à fumer.

Sa part d'optimisme c'est en 2009 quand après la projection de Home sur les chaînes de télé, la liste EELV a fait 16% à l'élection européenne.

Sinon, à part les scénarios énergétiques de Négawatt ou de Greenpeace, Christophe ne connaît pas de solution globale disponible.

### Suite de l'entretien, présentation du Signal Prix Carbone

Christophe est absolument favorable à cette approche. [Il connaît bien la taxe carbone en Suède](#), qui a bien marché pour l'isolation des bâtiments, mais a eu peu d'effet pour réduire les déplacements routiers.

Il confirme que le changement de comportement, pour se diffuser dans la société nécessite que tout le monde ait confiance dans le fait que tout le monde s'implique (pb du passager clandestin qu'adresse le signal prix carbone).

Le portefeuille est un critère clé : [Greenpeace](#) a 100 000 donateurs en France (a priori pratiquement tous fortement opposés au nucléaire) et pourtant il n'y a que 20 000 adhérents à [Enercoop](#) alors qu'il est le seul fournisseur d'électricité non nucléaire.

## 16. Françoise Coutant (FC) le 16 janvier 2017

Lieu : Conseil Régional Nouvelle Aquitaine

Horaire 17h30 – 19h

Mini bio : Françoise Coutant (45 ans) élue EELV [est vice présidente du conseil régional chargée du climat et de la transition énergétique](#)

### **Pourquoi on n’y arrive pas ?**

FC considère que l’importance du sujet et la conscience de sa gravité sont de plus en plus partagée, mais les citoyens ne sont pas suffisamment conscients des dangers et surtout pas réellement prêts à s’investir opérationnellement (changer concrètement).

Mais ce qui manque le plus c’est une volonté politique.

Comme exemple de manque de volonté politique FC cite un rapport de l’impact du climat pour la région Poitou Charentes qui n’a pas été publié car « pour le littoral ça fait peur ». FC a obtenu que ce rapport soit intégré dans la nouvelle mouture en cours (groupe LeTreut) pour la région Nouvelle Aquitaine.

FC cite aussi la force des lobbys industriels qui s’opposent à la transition énergétique.

On n’y arrive pas aussi parce que beaucoup croient qu’il y aura une solution technologique. FC cite aussi le problème du passager clandestin (pourquoi je prendrais les transports en commun si tout le monde continue à utiliser sa voiture?).

### **Quelle(s) solution(s) ?**

FC considère que cette question concerne avant tout son action à la région. FC s’implique beaucoup dans la transition énergétique en associant les différents acteurs (entreprises, association) afin de [construire localement la transition](#). FC cite aussi le transport multi modal, le télétravail, le tiers financement des travaux d’isolation des logements...

Impliquée dans la coalition des acteurs locaux (Climate Chance), FC partage notre analyse que le pouvoir local n’est absolument pas une garantie de meilleure prise en compte de l’intérêt général (voir Notre dame Des Landes porté à bout de bras par la majorité des pouvoirs locaux)

Le fait que les pays développés (notamment européens) semblent demander à tous les pays de faire des efforts équivalents (indépendamment de leur point de départ) n’est pas correct.

Au niveau mondial, FC cite aussi le cas du Sénégal, très avancé vers les ENR qui vient d’apprendre que son sous sol dispose d’importantes réserves de carburant fossile. Que va-t-il se passer ?

En fait FC est intéressée à connaître la réponse de TaCa à cette question sur les solutions. Le Signal Prix Carbone lui paraît une solution très intéressante qui semble difficile à mettre en place en particulier pour la redistribution égale pour chaque être humain.

## 17. Morgane Creach (MC) le 3 mars 2017

Lieu : Skype

Horaire 15H15 16H30

Mini bio : [Morgane Creach](#) (36 ans) est directrice [du Réseau Action Climat](#) (RAC)France

### Pourquoi on n'y arrive pas ?

MC partage le constat d'échec pour les négociations mondiales du climat mais considère qu'il y a cependant des progrès. A Kyoto en 1997 on a commencé à se fixer des objectifs mondiaux, en 2015-2016 on semble constater [une stagnation des émissions de gaz à effet de serre](#).

La difficulté c'est que c'est un problème mondial et que c'est un problème diffus concernant une multitude d'acteurs. Contrairement [au trou de la couche d'ozone](#), on ne peut pas se contenter de viser telle ou telle catégorie d'acteurs.

Il faut changer profondément les politiques publiques, il faut aussi changer les comportements et se détourner de l'hyper consommation. Tout ceci est très difficile à réaliser.

MC considère que le dispositif actuel à 2 étages s'impose : le cadre international pour fixer [les objectifs de réduction](#) (ou de modération) par pays (et aussi les engagements financiers dans le fonds Climat pour aider les pays subissant déjà le réchauffement climatique), puis [le cadre national](#) pour choisir et mettre en œuvre les politiques permettant à chaque pays de respecter son objectif.

MC partage que les objectifs des pays dans l'accord de Paris sont très insuffisants (*ils se traduiraient en 2030 par une augmentation des émissions mondiales de +16% /2010, bien différente de la voie à suivre pour diviser les émissions par 2 voire 3 d'ici 2050 comme demandé par les experts du GIEC*).

Interrogée sur comment faire en sorte que les objectifs des pays soient conformes à ce que demande la science, MC considère qu'il faut être pragmatique et que chaque pays regarde concrètement comment modérer ou réduire ses émissions. De plus, améliorer les objectifs ne sert à rien s'ils ne sont pas tenus. MC pense même que les pays n'osent pas annoncer plus de réductions car ils ne savent pas comment les effectuer, donc la priorité c'est d'expérimenter ces réductions.

MC cite aussi la puissance des lobbys qui veulent conserver la situation actuelle et empêcher ces profonds changements de politique

### Quelle(s) solutions(s) ?

MC décrit le plan d'action pour la France en 5 points :

- 1) Réduction de notre consommation d'énergie, avec 2 cibles majeures, l'isolation des bâtiments et la réduction des émissions liées aux déplacements en voiture et en avion.
- 2) Sortie des énergies fossiles et fissiles (par le développement à la place des ENR)
- 3) [Revoir la fiscalité](#) pour mettre un prix carbone à un niveau suffisant pour orienter (changer) le comportement des consommateurs.
- 4) Revoir complètement les aides aux agriculteurs (Politique Agricole Commune), moins d'engrais et plus de résilience.
- 5) Tenir les engagements financiers de la France dans le [Fonds Climat](#).

MC insiste sur la nécessité de changer de politique. Ainsi MC salue la mise en place de la Contribution Climat Energie et regrette vivement l'abandon de l'écotaxe poids lourds face aux bonnets rouges et ensuite de la taxe CO2 sur les centrales à charbon.

***Suite de l'entretien, présentation du Signal Prix Carbone***

MC partage depuis toujours la conviction que le prix carbone est un élément obligatoire et central de la transition vers moins de carbone. MC souligne que ce sujet prend de plus en plus d'importance dans les négociations, avec notamment la création d'une coalition de pays en faveur d'un prix carbone lors de la préparation de la COP21.